

FEUX DE FORÊTS

Le ministère de l'Agriculture annonce l'état d'alerte maximale

Le ministère de l'Agriculture a annoncé, ce lundi, dans un communiqué, l'état d'alerte maximale pour la lutte contre les incendies de forêts, et ce, en raison de la forte vague de chaleur qui sévit au niveau de la majorité des wilayas du pays.

« Compte tenu des conditions climatiques marquées par la hausse des températures, favorisant, ainsi, les départs de feux, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural annonce l'état d'alerte maximale et la mobilisation de tous ses fonctionnaires relevant des corps de la direction des forêts, et ce, dans le cadre de l'activation permanente et continue du plan national de prévention et de lutte contre les incendies de forêts », souligne le communiqué.

Le ministère a précisé que les responsables et les intervenants restent mobilisés à tous les niveaux et à l'échelle nationale durant cette période et 24h/24h.

« Cette mesure s'inscrit dans le cadre du souci de préserver les ressources forestières et la sécurité des personnes et des biens se trouvant à proximité des milieux forestiers, exigeant à tous les responsables et les intervenants de se mobiliser de manière permanente tout au long de la campagne » précise le communiqué.

R E

BACCALAURÉAT 2023

Un taux de réussite de 50,63%

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belaabed, a annoncé que le taux de réussite au bac 2023 est de 50,63%. Lors de son point de presse, préalable à l'annonce des résultats définitifs du baccalauréat, le ministre a révélé que la moyenne de réussite a été fixée à 10/20, tandis que le taux de réussite est de 50,63%.

Abdelhakim Belaabed a affirmé que toutes les épreuves de l'examen du baccalauréat se sont déroulées dans de bonnes conditions et organisation, grâce aux efforts de tous. Le premier responsable du secteur a également annoncé que les programmes pédagogiques des filières est fin prêt.

OBJECTIFS 2063

Les efforts de l'Algérie soulignés

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, a mis en exergue dimanche à Nairobi (Kenya) les efforts de l'Algérie en vue d'atteindre les objectifs tracés dans l'Agenda 2063.

Par R. E.

M. Merad intervenait lors des travaux de la 5e session de la Réunion de coordination semestrielle entre l'Union africaine (UA), les Communautés économiques régionales (CER) et les Mécanismes régionaux, en sa qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Le ministre a, dans ce sens, évoqué la concrétisation et le lancement de grands projets structurants favorisant l'intégration, à l'instar du gazoduc transsaharien entre l'Algérie et le Nigéria, où le gouvernement a décidé d'aider le Niger à réaliser son tronçon, de la route transsaharienne reliant Alger à Lagos, qui sera convertie en couloir économique, et du projet de dorsale transsaharienne à fibre optique (Algérie, Tchad, Niger, Mali et Mauritanie). Le ministre a, en outre, rappelé la réalisation d'une voie terrestre entre l'Algérie et la Mauritanie et d'une ligne de transport maritime avec le Sénégal, pour "faciliter le transport de marchandises entre ces pays", ainsi que l'ouverture de nouvelles voies d'accès vers les zones enclavées.

M. Merad a également salué le rôle des CER dans la réalisation de l'intégration régionale pour atteindre "les objectifs tracés dans l'Agenda 2063 et répondre aux aspirations

légitimes des peuples africains". Par ailleurs, M. Merad a salué les réalisations accomplies par les pays africains pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2063, notamment l'activation de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), dont l'Algérie compte parmi les premiers signataires de son accord de création.

Il a également souligné "les réalisations multidimensionnelles du continent africain, notamment l'avancement des projets d'intégration continentale dans les domaines du commerce et de l'économie, pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2063, inscrits dans son premier plan décennal (2013-2022)".

En tête de ces réalisations, le ministre a cité "l'activation de la Zone de libre-échange continentale africaine dont l'Algérie compte parmi les premiers signataires de son accord de création, et la transformation de l'agence de coopération relevant du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) en une agence de développement

AUDA/NEPAD", soulignant "le rôle essentiel de cette dernière dans l'accélération de l'intégration et du développement économiques en Afrique". A noter que le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a été chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de le représenter aux travaux de la

5e session de la Réunion de coordination semestrielle entre l'UA, les CER et les Mécanismes régionaux, à Nairobi (Kenya). La participation de l'Algérie à cette réunion intervient en sa qualité de présidente en exercice de la Capacité régionale d'Afrique du Nord (NARC), relevant de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA).

Lors de cette réunion, à laquelle ont participé des dirigeants et représentants des pays africains, des représentants du bureau de la Conférence de l'Union africaine (UA), les présidents des CER, les responsables des Mécanismes régionaux, le président de la Commission de l'UA, de hauts responsables de la commission de l'UA et le président de la Banque africaine de développement (BAD), plusieurs rapports sur l'état de l'intégration continentale, la ZLECAF et les moyens d'activer le programme de l'Agenda 2063 de l'UA ont été discutés.

En marge de sa participation aux travaux de cette réunion de coordination, M. Merad s'est entretenu avec le président du Kenya, William Ruto, le président du Parlement kenyan, Moses Wetangula, la vice-secrétaire générale de l'ONU et présidente du Groupe des Nations Unies pour le développement durable, Amina J. Mohammed, le président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed El-Menfi et l'ancien président du Niger, Mahamadou Issoufou.

LE MINISTRE DU TRAVAIL L'A SOULIGNÉ :

Nécessité de renforcer les outils de la sécurité sociale complémentaire

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a insisté, avant-hier dimanche à Mostaganem, sur la nécessité de renforcer les outils de la sécurité sociale complémentaire et élargir la base d'adhérents aux mutuelles.

Inaugurant le centre de repos et de cure de la Mutuelle de l'industrie Pétrolière au complexe touristique "Les Sablottes", dans la commune de Mazaghran, M. Bentaleb a souligné "que la valeur fondamentale des mutuelles sociales est la couverture complémentaire de l'assurance sociale du citoyen et la prise en charge sociale et sanitaire des travailleurs".

Le ministre a ajouté qu'"à travers les avantages facultatifs et complémentaires accordés par les mutuelles à leurs adhérents, elles contribuent au renforcement du système national de couverture sociale, ainsi qu'à la réalisation d'un certain nombre d'équipements entrant dans l'activité sociale et récréative qui profitent aux personnes concernées".

Après avoir salué la mutuelle des Industries Pétrolières, qui compte 250.000 adhérents, le ministre a affirmé que les 29 mutuelles en Algérie, regroupant 1,5 million d'adhérents dans divers secteurs, "doivent suivre cette tendance, visant à élargir la base des adhérents et des cotisants à la complémentarité de la sécurité sociale".

M. Bentaleb avait, auparavant, inspecté les deux agences de wilaya de la Caisse de sécurité sociale pour les salariés (CNAS) et pour les non-salariés (CASNOS), exprimant sa satisfaction quant aux chiffres fournis par les responsables locaux, tout en insistant sur l'extension des opérations d'adhésion et de recouvrement.

Au Théâtre régional Djilali Benabdelhalim, le ministre a visité une exposition d'instances relevant de son département ministériel et a présidé la cérémonie de remise des diplômes aux bénéficiaires de l'opération d'insertion des diplômés de la wilaya de Mostaganem, qui compte 5.800 bénéficiaires.

ALGÉRIE POSTE

Lance d'une nouvelle application mobile

Une nouvelle application mobile "ECCP-Algérie Poste" a été lancée dimanche par Algérie Poste, permettent d'accéder à ses divers services en "toute simplicité", indique dimanche un communiqué de l'opérateur public. "L'application 'ECCP-Algérie Poste' offre une interface conviviale comportant diverses

fonctionnalités qui permettent d'accéder facilement au service d'Algérie Poste en toute simplicité", précise la même source.

Les citoyens peuvent désormais, demander "facilement et en toute sécurité" le code PIN de leurs cartes Edahabia, sans avoir besoin de remplir de formulaire dans ses bureaux de

poste, ajoute le communiqué. L'opérateur, qui invite à télécharger l'application via le "Play Store" du système "Android", affirme que cette initiative marque une "étape importante" dans son évolution technologique continue et dans sa volonté de satisfaire les citoyens. Algérie Poste rappelle qu'il

n'existe que deux applications officielles de l'entreprise en l'occurrence "Baridi Mob" et la nouvelle application "ECCP-Algérie Poste", mettant en garde les citoyens contre les fausses applications prétendant être liées à l'entreprise et pouvant mettre en danger les informations personnelles et financières.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
**Belmihoub
Abdelaziz**

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Saïd , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SJA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:

PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28
Fax : (021) 73.95.59
(021) 73.99.19

TEBBOUNE DEPUIS HIER EN CHINE

Alger-Pékin, un axe stratégique

Le Président de la République est depuis hier en Chine, pour une visite d'Etat annoncée, de 3 jours. Auparavant, le Président de la République avait effectué une visite de travail de deux jours au Qatar où il a eu des entretiens avec l'Emir du Qatar. Cette visite en Chine intervient dans le cadre de la consolidation des relations solides et enracinées et vise à renforcer la coopération économique entre les deux pays amis.

Par Reda Hadi

Les liens qui unissent l'Algérie et la Chine, sont profonds et durables. C'est surtout avec des relations partagées et équitables, que l'amitié entre les deux pays, n'a fait que se renforcer, pour se transformer en partenariat stratégique. D'ailleurs en ce sens, l'Algérie et la Chine ont signé un plan de coopération stratégique qui s'étend jusqu'en 2026. Il s'agit du deuxième plan du genre, puisque la Chine et l'Algérie ont signé en 2014 l'accord de "partenariat stratégique global", visant à renforcer la coopération économique entre les deux pays. Il portera sur les domaines de l'économie, de l'énergie, de l'espace et de la culture. Le plan vise, à continuer à intensifier la communication et la coopération entre les deux pays dans tous les domaines, y compris l'économie, le commerce, l'énergie, l'agriculture, la science et la technologie, l'espace, la santé et la communication humaine et culturelle, ainsi que la promotion du jumelage entre les stratégies

de développement de l'Algérie et de la Chine. L'Algérie a rejoint l'initiative chinoise "Ceinture et Route" ("Belt and Road" en anglais ou nouvelle route de soie) en 2018, et en mars 2022, les deux pays ont annoncé qu'ils étaient parvenus à un consensus sur le plan exécutif pour la construction conjointe de l'initiative. Selon des observateurs, à travers cette visite, Alger souhaite un appui de Pékin pour l'adhésion au BRICS. La Chine est l'un des principaux partenaires commerciaux de l'Algérie. Selon eux, l'Algérie joue dans la cour des grands. Après la Russie en Juin 2023, Tebboune est en Chine, et les spécialistes disent que cette visite intervient dans le cadre de la consolidation des relations solides et enracinées et a pour objectif de renforcer la coopération économique entre les deux pays amis. Les détails de ce voyage aux gros enjeux ont été mis au point en mars dernier par l'ambassadeur de Chine.

Ils affirment aussi, que notre Président s'en est allé en Chine, négociateur chez la deuxième puissance économique et militaire de la planète, tout ce qui peut concourir à bâtir «l'Algérie nouvelle», une

vision exposée publiquement par Tebboune en février 2022, que l'ambassade chinoise à Alger appuie depuis et qui a été présentée dernièrement à Moscou. Le poids économique de la Chine en Algérie est déjà très conséquent. Les entreprises chinoises raflent tous les gros marchés dans le BTP (bâtiment et travaux publics) en Algérie depuis 2000. Les Chinois ont réalisé une bonne partie de l'autoroute est-ouest, un contrat d'une dizaine de milliards de dollars ; la Grande mosquée d'Alger c'est encore la Chine, pour un financement de 1,5 milliard de dollars ; idem pour le Centre international des conférences (CIC) d'Alger (un budget de 500 millions de dollars), des milliers de logements AADL, des stades etc. Cette visite donc servira aussi et surtout à renforcer la coopération économique entre les deux pays amis. Les relations historiques avec la Chine remontent à la date de création du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) que la Chine, premier pays non-arabe, a immédiatement reconnu en 1958, avant que ces relations ne se développent davantage au lendemain de l'indépendance de l'Algérie.

TRANSPORT AÉRIEN

L'aéroport d'Alger, un hub international

Le ministre des Transports, Youcef Cherfa a procédé, avant-hier dimanche, à l'inauguration du corridor de transit reliant le Terminal Ouest au Terminal 1 (transit national-international) de l'aéroport international Houari Boumediène d'Alger. De ce fait, les voyageurs transitant par l'aéroport d'Alger Houari Boumediène pour se déplacer à l'étranger en partance des autres wilayas du pays (et vice-versa) n'auront plus à procéder à un double enregistrement. La cérémonie a eu lieu en présence du directeur général de la compagnie Air Algérie,

Yacine Benslimane et du PDG de l'aéroport d'Alger, Mohammed Salah Kouache. Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite de travail à l'aéroport international d'Alger, Youcef Cherfa a indiqué que ce corridor fera de l'aéroport international d'Alger « un hub international ». En outre, il permettra à l'aéroport d'Alger une « zone de transit entre l'Afrique, l'Europe et l'Asie ». Une plus-value pour booster les échanges commerciaux, touristiques et culturels. A ce sujet, le ministre a rappelé que la compagnie aérienne nationale a lancé

plusieurs lignes vers des capitales africaines, à l'image de Abidjan, Niamey, Dakar, Bamako, Nouakchott et Ouagadougou, et que « d'autres seront lancées par la suite ». « L'aéroport d'Alger sera un aéroport pivot dans le bassin méditerranéen », a indiqué le ministre précisant que « la première phase, le transit international, a été lancée au mois de décembre dernier ». Pour sa part, le directeur général d'Air Algérie, Yacine Benslimane, a expliqué que, grâce, à ce corridor, désormais « tout voyageur venant d'une autre wilaya du pays et se dirigeant vers un pays étranger, ou vice-versa, n'aura

plus à enregistrer ses bagages une deuxième fois en arrivant à l'aéroport d'Alger » ajoutant que « la passerelle va lui permettre de transiter directement sans le double enregistrement ». Et de révéler que « la troisième phase de ce projet, qui concerne le fret aérien, sera lancée dans les jours à venir ». Pour Yacine Benslimane, l'objectif « est de renforcer la connectivité aérienne pour que l'Algérie devienne une zone de transit en reliant le continent africain aux continents, européen et asiatique ».

Agence

CAMPAGNE MOISSON/BATTAGE

Journées de sensibilisation sur l'assurance agricole

Des Journées de vulgarisation sont organisées par la Caisse nationale de la mutualité agricole (CNMA), tout au long de la campagne moisson/battage 2022-2023 au profit des agriculteurs, afin de les sensibiliser sur l'importance de l'assurance agricole pour protéger leurs revenus et leurs cultures, a indiqué lundi cette compagnie d'assurance dans un communiqué. "En tant qu'assureur-conseil de proximité, la CNMA participe activement à la campagne moisson/battage 2022-2023 qui bat son plein et s'engage à accompagner les agriculteurs en leur proposant une panoplie de produits d'assurances agricoles qui réduisent les répercussions des risques et leur impact sur les rendements, notamment les produits qui concernent les aléas climatiques à caractère calamiteux, tel que les inondations, le gel, le sirocco sur les cultures céréalières et les autres spéculations telles que les cultures arboricoles, viticoles, maraichères et autres", selon le communiqué. Lors de ces Journées de vulgarisation, les directeurs des caisses régionales offrent aux assurés, à titre gracieux, des mesures d'accompagnement à savoir, des extincteurs

comme moyen de prévention contre les incendies et procèdent à la distribution des décisions d'indemnisation aux agriculteurs dont les récoltes ont été endommagées par la grêle, ajoute la même source. Ces journées de vulgarisation seraient aussi une opportunité à la CNMA, pour sensibiliser les céréaliers, les propriétaires et les vendeurs de moissonneuses batteuses, sur la nécessité de la prévention contre les incendies des céréales, à travers des illustrations explicatives sur l'entretien de ces machines et leurs réglages. Aussi, en raison de la sécheresse qui a sévi au courant de cette année, la CNMA participe à travers ses caisses régionales aux comités techniques de wilaya chargés du suivi et établissement d'un bilan des dégâts occasionnés par les calamités agricoles. La CNMA a souligné, à cette occasion, son engagement à écouter les préoccupations des agriculteurs et trouver des solutions assurantielles adéquates aux risques qu'ils rencontrent et qui menacent leurs rendements et la durabilité de leurs activités, selon le communiqué.

SONATRACH

Prise en charge du transport de 900 enfants de la communauté algérienne à l'étranger

Le groupe Sonatrach, par le biais de sa filiale Tassili Airlines, prend en charge, à partir de ce dimanche, le transport de 900 enfants de la communauté algérienne à l'étranger vers les camps d'été relevant du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), en vue de renforcer leurs liens avec la mère-patrie, a indiqué un communiqué de la compagnie pétrolière. Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre de l'initiative du ministère de la Jeunesse et des Sports, en collaboration avec la Grande Mosquée de Paris, a débuté dimanche et se poursuivra jusqu'au 18 août 2023. « C'est l'occasion pour les enfants de la communauté algérienne à l'étranger de renforcer leurs liens avec leur mère-patrie et de mieux connaître l'histoire et la culture de leur pays », a précisé le communiqué.

Le groupe Sonatrach prend en charge le transport aérien de 900 enfants de la communauté algérienne établie en France, accompagnés par 73 encadreurs, a ajouté la même source, précisant que « toutes les conditions logistiques ont été mises en place pour accueillir ces enfants par vagues successives ».

Et d'expliquer que cette initiative visait à « renforcer les liens d'appartenance à la mère-patrie ». Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrahmane Hammad, a accueilli, dimanche à l'Aéroport

Aboubakr-Belkaid de Chlef, en compagnie de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouter Krikou, du wali de Chlef, Moulati Attallah, et du représentant de Sonatrach, Hamouche Abdelghani, le premier groupe d'enfants de la diaspora algérienne venus passer leurs vacances dans les camps d'été de cette wilaya.

Les enfants de la diaspora algérienne seront transportés par Tassili Airlines vers trois aéroports, à savoir l'Aéroport international Houari-Boumediène d'Alger, l'Aéroport Ahmed-Ben Bella d'Oran et l'Aéroport Aboubakr-Belkaid de Chlef, avant de rejoindre les centres d'accueil et les camps d'été relevant du ministère de la Jeunesse et des Sports.

HAUSSE DE LA DEMANDE D'URANIUM

5 pays africains en bonne position pour en profiter

Alors que le secteur énergétique mondial montre depuis un moment des signes de fragilité, le nucléaire revient sur le devant de la scène. Selon les analystes, cette nouvelle donne devrait se traduire par une hausse de la demande d'uranium sur le reste de la décennie.

La demande d'uranium devrait connaître entre 2021 et 2030 une croissance de 27%, puis grimper de 38% entre 2031 et 2040. Selon un rapport publié en mars 2023 par Ecofin Pro, la plateforme de l'agence Ecofin dédiée aux professionnels de plusieurs secteurs, la Namibie, le Niger, l'Afrique du Sud, le Malawi et la Mauritanie sont les cinq pays africains les mieux placés à l'heure actuelle pour profiter des nouvelles opportunités du marché.

D'après le document intitulé « L'uranium africain vers un nouvel âge d'or : les projets et les enjeux », les trois premiers pays cités font partie du top 10 des pays détenant les plus grandes ressources du combustible nucléaire. La Namibie et le Niger sont les plus grands producteurs d'uranium du continent, et devraient le rester sur les prochaines années.

En Namibie, le principal projet qui devrait permettre d'augmenter les niveaux de production est celui de Tumas, piloté par Deep Yellow. Selon les estimations, il devrait produire annuellement 3,6 millions de livres d'uranium sur 22 à 25 ans. Quant au Niger, qui était jusqu'en 2015 le premier producteur africain, il travaille sur plusieurs nouveaux projets. Le projet Dasa piloté par Global Atomic a par exemple la capacité de livrer annuellement 4,4 millions de livres d'uranium sur 12 ans et son entrée en service est prévue pour cette année. Elle sera suivie en 2025 par l'entrée en production du projet Madaouela, développé par GoviEx qui vise une production de 50,8 millions de livres d'uranium sur 19 ans.

En dehors de la Namibie et du Niger, le Malawi essaie, avec le soutien de la compagnie Lotus Resources, de relancer sa mine de Kayelekera qui avait arrêté ses opérations en 2014 en raison de la faiblesse des prix. Pendant ce temps, en Mauritanie, Aura Energy table sur 2024 pour l'entrée en production de son projet Tiris, qui devrait livrer 12,4 millions de livres de dioxyde d'uranium sur 15 ans.

Pour le marché international et pour un marché africain

Si la guerre russo-ukrainienne a « montré la fragilité du secteur énergétique européen qui traverse depuis une crise » poussant les puissances européennes à chercher des alternatives à l'approvisionnement russe en divers combustibles, le rapport indique que « la tendance qui se fait de plus en plus pressante depuis quelques années porte sur l'utilisation du nucléaire pour la réussite de la transition énergétique ». Si cette forme d'énergie a été boudée depuis l'accident de Fukushima au Japon, avec des plans de fermeture de centrales nucléaires dans plusieurs pays, le nucléaire est toujours d'actualité plus d'une décennie après.

Citant les données de l'Association nucléaire mondiale, l'auteur du rapport, Louis-Nino Kansoun, indique qu'il « existe environ 440 centrales nucléaires dans le monde, qui ont besoin d'environ 180 millions de livres d'uranium chaque année ». Au-delà des centrales en service, il y avait en 2019, 57 centrales en construction dans 16 pays, et 147 projets de construction de centrales et 337 projets de réacteurs, selon une autre source évoquée dans le document. S'il existe une place pour l'uranium africain sur le marché international, et ce, pour le reste de la décennie au moins, le rapport d'Ecofin Pro indique aussi qu'un marché local du nucléaire se développe sur le continent. Le 9 mars 2023, la ministre ougandaise de l'Énergie et des Mines, Ruth Nankabirwa, a annoncé que son pays voudrait accroître sa capacité de production d'électricité avec la mise en service de sa première centrale nucléaire d'ici 2031. « L'Égypte a par exemple lancé en 2022 la construction de sa première centrale nucléaire. Le Nigeria, le Soudan, le Rwanda ou encore le Ghana prévoient également d'associer le nucléaire à leur mix énergétique entre 2030 et 2037 [...] », écrit l'auteur, qui indique que ce marché local naissant pourrait bénéficier de la hausse de production d'uranium qui se profile sur le continent.

Toutefois, alors qu'un nouvel âge d'or s'annonce pour le secteur africain de l'uranium, le rapport d'Ecofin Pro indique qu'il faudra que tous les producteurs et futurs producteurs n'oublient pas la question de l'impact sur l'environnement des déchets radioactifs. Par le passé, ce risque a déjà été mal géré dans plusieurs pays et il faudra de meilleures stratégies pour ne pas commettre les mêmes erreurs.

Ecofin

PÉTROLE

Le Brent à plus de 78 dollars

Les prix du pétrole baissaient lundi, lestés par les chiffres de la croissance chinoise au deuxième trimestre, révélateurs d'une reprise post-Covid qui tend ces derniers mois à s'es-souffler.

Par Slimane T

Vers 10H00 GMT (12H00 à Paris), le baril de Brent de la mer du

Nord pour livraison en septembre abandonnait 1,73% à 78,49 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en août, perdait 1,76% à 74,09 dollars. « Les prix du pétrole ont chuté (...) à la suite de la publication de chiffres plus faibles que prévu concernant le PIB (produit intérieur brut, NDLR) chinois », commente Ricardo Evangelista, analyste chez ActivTrades.

La croissance de la Chine au deuxième trimestre 2023 s'est en effet tassée à 0,8%, après une hausse de 2,2% sur la période janvier-mars, selon les chiffres publiés lundi par le

Bureau national des statistiques (BNS). La publication « des données du PIB chinois a assombri l'opinion des marchés sur la demande future de pétrole », poursuit l'analyste. La Chine est le premier importateur mondial de pétrole et un PIB plus faible qu'attendu pose aussi la question du rythme de la reprise de la demande de brut dans la deuxième économie mondiale. Côté offre, la production a repris sur les gisements pétroliers majeurs d'al-Charara et al-Fil en Libye, après une fermeture forcée jeudi par des personnes protestant contre l'interpellation d'un ancien ministre à son arrivée à Tripoli, a indiqué le ministre du Pétrole libyen dimanche.

Al-Charara, situé dans le sud-ouest de la Libye, est l'un des plus importants gisements du pays et produit en temps normal

315.000 barils par jour, sur une production nationale de plus de 1,2 million de barils par jour. La fermeture de ces gisements la semaine dernière avait contribué à soutenir les prix, en amputant la production du pays de plusieurs centaines de milliers de barils par jour.

L'organisation des pays exportateurs de pétrole (Opec) mise sur un rebond persistant de l'économie de la Chine, pour soutenir la croissance de la demande de pétrole au second semestre 2023 et en 2024.

Selon le dernier rapport mensuel de l'Opec, publié le 13 juillet, « pour 2024, la demande mondiale de pétrole devrait augmenter de 2,2 millions de barils par jour (mb/j) pour atteindre environ 104,25 mb/j ».

Cette première évaluation de l'Opec, qui révisé ses prévisions chaque mois, montre que les pays non-

membres de l'OCDE « devraient tirer la croissance » pour près de 2,0 mb/j. L'Opec a évoqué en premier lieu la Chine, le Moyen-Orient et d'autres pays d'Asie, pour l'essentiel de cette croissance, également soutenue par l'Inde, l'Amérique latine et l'Afrique.

Pour l'année 2023, l'Opec maintient sa prévision de croissance, révisée très légèrement à la hausse, à 2,4 mb/j par rapport à 2022, pour une demande globale à 102 mb/j, contre 101,9 mb/j estimé le mois dernier. L'Agence internationale de l'Énergie (AIE) a estimé de son côté que la demande mondiale de pétrole devrait atteindre 102,1 mb/j en 2023, un record malgré une révision à la baisse de la prévision en raison du ralentissement économique mondial.

MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Augmentation de la demande au 3^e trimestre 2022

Selon l'opinion des chefs d'entreprises ayant répondu à l'enquête, l'activité dans les Matériaux de construction a augmenté au troisième trimestre 2022. Plus de 64% du potentiel de production a utilisé ses capacités de production à plus de 50%. Le degré de satisfaction des commandes en matières premières sont supérieur aux besoins exprimés selon près de 13% des enquêtés. Près de 20% du potentiel de production déclarent avoir connu des pannes d'électricité, toutefois, inférieures à 6 jours pour la plupart d'entre eux. Près de l'ensemble des enquêtés déclare être satisfait de l'approvisionnement en eau. La demande en matériaux de construction a augmenté au troisième trimestre 2022 selon l'opinion des chefs d'entreprises ayant répondu à l'enquête. La plupart des enquêtés déclare avoir satisfait toutes les commandes reçues et il subsiste des stocks de produits fabriqués, situation jugée normale par ces derniers. Plus de 26% des enquêtés déclarent avoir connu des problèmes de transport durant ce trimestre.

Les effectifs ont augmenté selon l'opinion des enquêtés du secteur. La majorité des enquêtés est satisfaite du niveau de qualification du personnel et déclare n'avoir pas rencontré des problèmes de recrutements. Près de l'ensemble des enquêtés ne pourra pas produire davantage en embauchant du personnel.

Pour des raisons, essentiellement, de vétusté et des problèmes de maintenance, près de 48% des enquêtés déclarent avoir connu des pannes d'équipements, allant à 13 jours selon

la majorité d'entre eux. Près de 62% des intéressés déclarent avoir remis en marche leurs équipements après une panne et plus de 28% ont procédé à des renouvellements. La plupart des chefs d'entreprises, ayant répondu à l'enquête, affirme pouvoir produire davantage avec un renouvellement des équipements et sans embauche supplémentaire du personnel. L'état de la trésorerie est jugé normal selon l'opinion de plus de 80% des chefs d'entreprises, ayant répondu à l'enquête.

Pour le prochain trimestre, les industriels des matériaux de construction prévoient une hausse de l'activité et de la demande. Par ailleurs, ils envisagent de bonnes perspectives de la trésorerie.

Dans le secteur de la Chimie, Selon l'opinion des chefs d'entreprises, ayant répondu à l'enquête, l'activité des Industries chimiques reste stable au cours de ce troisième trimestre 2022. Le degré de satisfaction des commandes a été inférieur à la demande exprimée, selon l'opinion de près de 41% des concernés, ce qui a induit à des ruptures de stocks à près de 39% d'entre eux, allant de 10 à 29 jours. Près de l'ensemble des enquêtés déclare être satisfait de l'approvisionnement en eau. La demande en produits fabriqués a baissé durant ce trimestre. La plupart des concernés a satisfait toutes les commandes reçues et il leur subsiste des stocks de produits fabriqués, situation jugée normale par près de 63% d'entre eux. Pour des raisons de vétusté et de problèmes de maintenance des équipements. La plupart des chefs d'entreprises, ayant répondu

à l'enquête, a enregistré des pannes, toutefois, inférieures à 6 jours selon la plupart d'entre eux. La majorité des concernés déclare avoir remis en marche leurs équipements en panne dont plus de 47% ont procédé à des extensions. La plupart des chefs d'entreprises, ayant répondu à l'enquête, affirme pouvoir produire davantage avec un renouvellement des équipements et sans embauche supplémentaire du personnel.

Les chefs d'entreprises enquêtés déclarent une baisse de leurs effectifs durant ce trimestre. Près de l'ensemble juge le niveau de qualification du personnel suffisant et près de 17% trouvent des difficultés à recruter, notamment du personnel cadre et d'un degré moindre le reste du personnel. L'état de la trésorerie demeure bon selon plus de 33% des chefs d'entreprises ayant répondu à l'enquête et reste mauvais selon près de 31% d'entre eux. L'allongement des délais de recouvrement des créances, le ralentissement de la demande et les charges élevées continuent d'influer sur l'état de la trésorerie. Cependant, Plus de 43% du potentiel de production enquêtés ont recouru à des crédits bancaires et près de 64% d'entre eux n'ont pas eu de difficultés à les contracter. Pour le trimestre prochain et par rapport au précédent, les chefs d'entreprises prévoient une stabilité de la production, de la demande et des effectifs.

R.E.

LE PROJET DE LOI SUR LES MARCHÉS PUBLICS AU SÉNAT

Faciliter l'accès à la commande publique

Le projet de loi sur les marchés publics a été présenté ce lundi devant le Conseil de la nation (Sénat). Une loi qui poste des dispositifs à même de protéger le gestionnaire des biens publics, de conférer davantage de transparence dans la gestion des deniers et des dépenses publics et de renforcer le contrôle.

Par Sirine R/Agence

Dans sa réponse au nom du ministre des finances, le ministre des Transports, Youcef Chorfa, a rappelé dans sa réponse au nom du ministre des finances, aux membres du Conseil de la nation intervenus suite au débat lancé, en séance plénière, les principes de ce texte. Il a indiqué que c'est une nouvelle étape qui commence et qui résulte des réformes financières générales. Le ministre a fait savoir qu'en vertu de ce texte de loi, l'accès à la commande publique sera marqué par plus de flexibilité, de souplesse et loin de toute ambiguïté. Le ministre a indiqué que les marchés publics sont soumis désormais à trois conditions, à savoir la libre et facilité d'accès à la commande publique, l'égalité dans les traitements des dossiers et, enfin, la transparence.

«Toutes les procédures seront publiées sur internet à travers une plateforme numérique qui permet à tout le monde d'avoir toutes les

informations inhérentes aux offres publiques en même temps», a-t-il annoncé, en soulignant la nécessité de dévoiler toutes les informations nécessaires sur l'offre et sur les mesures procédurales via la plateforme pour permettre à toutes les parties concernées d'avoir les mêmes chances d'accéder à la commande publique.

S'agissant du portail électronique lancé en 2021, le ministre a expliqué que ce dernier est «opérationnel et vise à diffuser et à échanger des documents et des informations relatives aux marchés publics ainsi qu'à promouvoir des marchés publics par voie électronique». Au sujet des cahiers des charges, le ministre a observé que leur conception doit impérativement être explicite et claire définissant en détails les procédures et les objectifs attendus. Le ministre a indiqué que le cahier des charges définit les modalités d'acceptation d'une offre.

Pars ailleurs, plusieurs sénateurs ont déploré le choix porté souvent pour le moins-disant sans se soucier de la qualité des prestations. Sur ce, Chorfa a précisé que les textes d'application en préparation apporteront plus de précision sur les mesures procédurales.

Au sujet du plafonnement des offres et du

versement des factures, le ministre a indiqué qu'un délai moratoire sera fixé. Pour ce qui est des prix, la révision et l'actualisation se fera en fonction de l'évolution du marché. Les projets dont les délais de réalisation sont inférieurs à 3 mois sont exclus de toute révision, précisant que les indices des prix sont fixés sur trois mois. Dans sa présentation, Chorfa a rappelé que le projet de loi prévoit la création d'un Conseil national des marchés publics en tant qu'organisme d'arbitrage administratif.

Le Conseil aura, d'après le ministre, pour mission de procéder à l'analyse approfondie de toutes les questions en relation avec les marchés publics et les pratiques à l'origine des litiges avec des opérateurs nationaux et étrangers. Il se veut même un organisme consultatif et d'accompagnement des opérateurs économiques. Le projet de loi prévoit, également, des mesures d'exécution et de contrôle des marchés publics en vue de contrecarrer toute manœuvre de corruption.

MÉDIATURE DE LA RÉPUBLIQUE

71 000 requêtes reçus en six mois

Le médiateur de la République, Madjid Ammour, a fait savoir, ce lundi à Alger, que plus de 71.000 de requêtes ont été reçues au 1^{er} semestre 2023, en affirmant que 56% des requêtes des citoyens avaient été prises en charge par l'Administration durant le premier semestre de l'année en cours.

Intervenant lors d'une rencontre de coordination avec les représentants de plusieurs départements ministériels, Ammour a notamment insisté sur la nécessité de renforcer l'outil numérique afin de rendre l'intervention de la médiation plus efficace, plus rapide et moins dépendante des procédures bureaucratiques, rappelant que pas moins de 62.000 requêtes ont été reçues en 2022.

Le médiateur de la République a, à ce propos, indiqué que son organisme cherche à «faire de la numérisation un mécanisme d'adaptation urgente avec diverses institutions pour répondre à tous les problèmes soulevés par les citoyens, conformément aux engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à recouvrer la confiance du citoyen». Il a fait savoir que la médiation s'apprête à lancer une application électronique pour les citoyens résidant à l'étranger, leur permettant de déposer leurs requêtes à distance et de s'entretenir en visioconférence avec des responsables.

R E.

RÉFORME DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES

Des assises nationales pour la modernisation du secteur

L'Office national des œuvres universitaires (ONOU) a organisé, ce lundi à Alger, des assises nationales sur la réforme des œuvres sociales, déclinées en quatre axes principaux avec pour objectif la modernisation du secteur et la simplification des tâches pour l'administration et les étudiants.

Dans une allocution à l'ouverture des travaux de ces assises, organisées au siège du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le Secrétaire général (SG) du ministère, Abdelhakim Bentellis a indiqué que «ces assises nationales ont évoqué l'ensemble des propositions déclinées en 4 axes, à l'issue des précédentes rencontres lo-

cales et régionales, à savoir : la numérisation des services, l'enrichissement de l'organigramme des œuvres universitaires, la révision des tarifs des repas et la simplification du dossier de la bourse». M. Bentellis a précisé que «la politique +zéro papier+ concernera l'ensemble des inscriptions dans le secteur des œuvres universitaires, particulièrement l'hébergement et la bourse», précisant que la stratégie mise en place «permettra de consacrer davantage de transparence et de simplifier la tâche aussi bien pour les responsables que pour les étudiants».

De son côté, le directeur de l'ONOU, Fayçal Henine a abordé la réforme de la tarification des repas offerts aux étu-

dians, faisant état d'une proposition pour la mise en place d'un seul menu à l'échelle nationale, sur la base d'avis de médecins et de nutritionnistes, l'objectif étant d'offrir aux étudiants des repas équilibrés tout au long de la semaine.

S'agissant de la restauration, les propositions soumises prévoient la numérisation du système des tickets des restaurants universitaires (tickets électroniques), la mise au point de la plateforme numérique de restauration pour suivre la gestion, ainsi que l'utilisation de l'empreinte et de la reconnaissance faciale au sein des restaurants. Quant au transport universitaire, il a été proposé l'installation d'un appareil électronique pour contrôler l'accès des étu-

dians aux bus, la création d'une carte électronique unifiée de l'étudiant incluant différents services, ainsi que l'introduction du service de prépaiement électronique des droits de transport et d'hébergement. Concernant l'hébergement, les partenaires ont appelé à mettre en place un système d'identification biométrique à l'entrée des cités universitaires pour autoriser l'accès aux résidences (empreinte digitale ou reconnaissance faciale), outre la création d'une application pour signaler des pannes et transmettre les préoccupations des étudiants concernant la maintenance.

Par R E.

ELABORATION DU PROJET DE LOI DE LA NUMÉRISATION

Installation d'une commission mixte multisectorielle

Une commission mixte multisectorielle chargée de l'élaboration du projet de loi de la numérisation a été installée dimanche, a indiqué, lundi à Alger, le ministre de la Numérisation et des Statistiques, Meriem Benmouloud.

Intervenant en marge de la tenue d'une rencontre de coordination organisée par le médiateur de la République, Madjid Ammour, avec les points focaux des départements ministériels, concernant le bilan du traitement des requêtes, sous le thème: «La numérisation, un outil pour renforcer la coordination et assurer la qualité du service public», le ministre a expliqué que cette commission, installée sous sa supervision, a pour mission l'élaboration du projet de ce texte de loi initié par son département.

«Cette loi constitue une pierre angulaire et un référent juridique qui permettra d'encadrer, réguler et organiser le secteur de la numérisation en Algérie. Un secteur qui représente une des priorités du Gouvernement», a précisé Mme Benmouloud.

Parallèlement à ce projet de loi «stratégique», le ministère s'attèle à élaborer un autre projet «qui revêt aussi une grande importance, à savoir la mise en place de la stratégie nationale de la numérisation, avec son plan d'exécution», a-t-elle fait savoir.

Des projets menés «selon une approche collaborative et complémentaire», a-t-elle souligné, ajoutant que le minis-

tère a commencé à poser les jalons de ce projet, «à travers l'actualisation du référentiel national d'interopérabilité des systèmes d'information et le lancement de l'opération du premier recensement national des systèmes d'information au niveau de tous les secteurs en mois de mai 2023».

Cette opération a été suivie, explique-t-elle «par plusieurs rencontres bilatérales avec tous les secteurs entre le 10 juin et le 13 juillet 2023, en vue de finaliser le recensement, ce qui représente une base pour le projet de la mise en place du Plan d'orientation national pour la transformation numérique».

Mme Benmouloud a indiqué que ces actions initiées par le ministère ont pour objectif «la mise en place des règles de base assurant la réussite de la transformation numérique du pays, tout en assurant que cette transformation est en cours, suivant un rythme soutenu».

Cette transformation numérique garantira «l'amélioration de la performance de l'administration publique et engendra l'amélioration du service public», a-t-elle déclaré. A ce titre, le ministre n'a pas manqué de relever que l'Algérie connaît «de profondes mutations dans le domaine de la transformation numérique», et cela à travers l'initiation de projets importants visant à la modernisation de l'administration et l'amélioration des services publics.

Elle a assuré que son département «veille, en coordination avec tous les secteurs, à la concrétisation de cette moderni-

sation, qui vise à la réussite de la transformation numérique de l'Algérie, conformément à l'engagement No 25 du Président de la République concernant la réalisation d'une transformation numérique, l'amélioration de la communication et la généralisation de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC), notamment dans la gestion du service public et l'amélioration de la gouvernance du secteur économique».

L'élargissement de la numérisation a pour but, selon elle, d'instaurer un nouveau modèle de gouvernance publique, permettant le renforcement de la relation entre l'administration, les citoyens et les opérateurs économiques en assurant des services rapides et de qualité et qui s'adaptent à leurs besoins, cela tout en leur garantissant la transparence et le gain de temps et en leur épargnant les efforts de déplacement».

Dans ce cadre, Mme Benmouloud a évoqué les nombreuses mesures «pratiques» prises par son département, dont les plus importantes sont l'élaboration d'une plateforme numérique permettant l'échange aisé, efficace et sécurisé de documents entre les départements ministériels, en plus de l'élaboration du premier portail gouvernemental, dont la première version a été lancée en décembre 2022, sous la supervision du Premier ministre.

R E.

CONSTANTINE

Simulation d'une noyade dans une retenue collinaire à Ain Smara

Un exercice de sauvetage d'un enfant noyé dans une retenue collinaire dans la commune d'Ain Smara (Ouest de Constantine) a été organisé mardi par les services de la direction de la Protection civile (DPC) de la wilaya de Constantine, a-t-on appris auprès d'un cadre de ce corps constitué. L'opération intervient en application du plan de la Direction générale de la Protection civile (DGPC) visant la prévention contre les risques de la saison estivale notamment ceux liés aux noyades dans les mers, les barrages et les retenues collinaires, a indiqué à l'APS le responsable de la cellule de communication et d'information de la DPC, le commandant Abderrahmane Lagraa. L'exercice simulait la noyade d'un enfant dans cet espace aquatique situé au niveau d'une zone difficile d'accès, a mobilisé douze (12) éléments d'intervention dont six (6) agents, trois (3) officiers et trois (3) plongeurs, a-t-il fait savoir. La manœuvre, qui a duré presque une heure, a pour objectif d'améliorer le niveau de préparation des équipes d'intervention en cas de noyades, durant la période estivale. Des actions de sensibilisation aux risques de baignade dans les plans d'eau ont été également organisées et des dépliants renseignant sur ce sujet, ont été distribués aux habitants proches de cette retenue collinaire et ceux des zones forestières et montagneuses, a ajouté, Lagraa qui a affirmé qu'aucun cas de noyade, n'a été signalé dans la wilaya depuis le début de la saison estivale. Il est à signaler que le secteur de la Protection civile dans la wilaya de Constantine dispose d'une équipe de plongeurs composée de neuf (9) éléments.

DJANET

Renforcer la coordination entre tous les acteurs pour une sécurité alimentaire durable

L'importance de renforcer la coordination et la coopération entre l'ensemble des acteurs du secteur de l'agriculture pour parvenir à l'autosuffisance et assurer la sécurité alimentaire a été mise en avant samedi à Djinet par des participants à une rencontre régionale. Intervenant à cette occasion, le secrétaire général (SG) de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), Abdellatif Dilmi, a appelé les différents acteurs concernés à densifier leurs efforts pour améliorer le rendement agricole, notamment dans les filières stratégiques. M. Dilmi a, à ce titre, affirmé que l'Etat est déterminé à garantir l'accompagnement des agriculteurs, producteurs, éleveurs et investisseurs dans le secteur, appelés à jouer un rôle pivot en matière de concrétisation des programmes de développement des productions agricoles, à leur tête la production céréalière. Dans le même sillage, le SG de l'UNPA a mis en relief l'importance des potentialités que recèle le grand sud du pays, à l'instar de ressources hydriques et d'immenses superficies de terres agricoles aptes à la mise en valeur, qui sont susceptibles de créer la valeur ajoutée à l'économie nationale. Et d'ajouter que l'Etat s'emploie à les accompagner, en mettant à leur disposition les moyens nécessaires dont les systèmes modernes d'irrigation, l'ouverture de pistes d'accès aux périmètres et l'électrification des exploitations agricoles, en sus de l'encouragement des jeunes à investir dans ce domaine. De son côté, le chef de l'exécutif local, Benabdallah Chaïd Eddour, a souligné l'importance du secteur de l'agriculture, considéré comme une véritable locomotive du développement, signalant que la wilaya de Djinet s'attèle à la prise en charge des préoccupations des agriculteurs et porteurs de projets désireux d'investir, en vue de devenir un pôle d'excellence du développement agricole dans la région. Initié par l'UNPA, ce regroupement régional placé sous le signe "l'accompagnement des producteurs agricoles pour assurer la sécurité alimentaire", s'est déroulé en présence des secrétaires locaux de cette institution et agriculteurs représentant les wilayas de Djinet, Illizi, In-Guezzam, Tamanrasset, ainsi que la circonscription administrative de Debdeb.

BECHAR

Un nouveau projet pour renforcer le réseau électrique

Un nouveau projet pour renforcer le réseau électrique est en cours de réalisation dans la wilaya de Bechar, a-t-on appris dimanche des responsables de la Société de transport d'électricité (STE-filiale de Sonelgaz).

Un poste de transformation de 440/220/60 Kilos Volts sera réalisé dans l'objectif d'améliorer l'approvisionnement en électricité dans la région et de répondre à l'avenir aux besoins en électricité du futur complexe sidérurgique de Bechar, a expliqué, à l'APS, le responsable local de cette structure, Salah Gasba. "Le projet, devant être achevé en juillet 2026, permettra en plus de l'alimentation en électricité du nouveau lotissement de 11.912 lots sociaux, situé au nord de la commune de Bechar, à satisfaire les besoins en énergie électrique du futur complexe sidérurgique,



dont la réalisation est prévue au niveau du nouveau pôle industriel de Toumiat (30 km au Nord de Bechar)", a-t-il

précisé. Une superficie de 60 ha a été retenue pour la concrétisation du projet et un investissement de plus de 4 milliards de DA a été dégage par le groupe Sonelgaz, a détaillé le responsable, précisant que 350 postes d'emploi seront créés durant sa phase de réalisation et 50 autres permanents pour son fonctionnement. "La mise en service du poste de transformation le deuxième semestre de l'année 2026, l'offre globale en énergie électrique dans la région sera de l'ordre de 600 Méga Watts", a fait savoir M. Gasba.

SÉTIF

42 incendies enregistrés depuis le 1^{er} juin

Quarante-deux (42) incendies ont parcouru depuis le 1^{er} juin passé 113 hectares de forêts et de champs agricoles à travers la wilaya de Sétif, apprend-on de la direction locale de la Protection civile. Les feux ont été notamment enregistrés dans les localités de Nawal Ait Mezada, Ain El Gueradj, Serdj El Ghoul, Béni Ouessine, Errasfa et Béni Chebana, a précisé le chargé de communication à cette direction, le commandant Ahmed Lamamra.

La surface incendiée se compose de 50 hectares de forêts, de broussailles et de maquis, 41 hectares de vergers d'arbres fruitiers et 22 hectares de champs céréalières (blé et orge), a indiqué le même officier. Le plus grand de ces incendies a été enregistré dans la localité d'Agradou dans la commune de Béni Chebana (extrême Nord de Sétif) où 80 hectares du couvert constitués essentiellement d'arbres fruitiers et forestiers ont été la proie des flammes, selon la même source. Lancée fin juin, une vaste

campagne de sensibilisation contre les incendies de forêts est menée à travers la wilaya pour diffuser la culture de la vigilance et du signalement rapide des feux à insi que des valeurs de protection des ressources forestières, des personnes et des biens, est-il noté. La wilaya de Sétif compte une aire forestière de 125.017 hectares soit près de 19 % de la superficie totale de la wilaya, selon les données de la conservation de wilaya des forêts.

BATNA

Collecte de plus de 10 000 peaux de moutons durant les fêtes de l'Aïd

Pas moins de 10.727 pièces de peaux de moutons sacrifiées durant l'Aïd El Adha ont été transférées pour transformation et exploitation par l'unité de Batna de l'Algérienne des cuirs et dérivés (ACED) relevant du groupe textiles et cuirs Getex, a indiqué le directeur de cette entreprise, Yahia Ghersa. Selon ce responsable, ces peaux, provenant des wilayas de Bordj Bou Arreridj, Sétif, Bejaia, Khenchela, Biskra, Constantine, Oum El Bouaghi, Guelma, Tébessa et Skikda, et de différentes communes de Batna, ont été réceptionnées entre le 28 juin, premier jour de l'Aïd, et le 3 juillet. Le responsable de l'unité de Batna de l'ACED a affirmé que tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour mener à bien les opérations de tri des quantités de cuir avant d'acheminer une partie des pièces intègres, exemptes de toute imperfection, vers l'exportation, le reste étant dirigés vers le marché national à travers les unités relevant du groupe tex-



tiles et cuirs Getex. L'unité de Batna de l'ACED a réceptionné, une quantité plus importante de peaux collectées dans plusieurs wilayas de l'Est du pays, comparativement à la même période de l'année écoulée au cours de laquelle l'unité a réceptionné 31.000 pièces, dont

21.000 ont été exploitées, le reste ayant été remis au centre d'enfouissement technique de Batna. La wilaya de Batna, avec les wilayas de Jijel, d'Oran, de Djelfa, d'Alger et d'Ain Temouchent, figure parmi les wilayas pilotes en matière de collecte de peaux

provenant de bêtes sacrifiées selon le même responsable. Quatre points de collecte sont opérationnels à l'unité de l'ACED (Batna), et dans trois autres unités relevant du groupe Getex, situées à Barika, à N'gaous et à Ain Djasser a-t-on conclu.

CÂBLES SOUS-MARINS

Comment les États-Unis évincent la Chine de l'Internet

Suite et fin

Selon les experts, le marché des câbles sous-marins risque de se diviser en deux blocs, l'un oriental et l'autre occidental, en raison, notamment, des craintes d'espionnage et des tensions géopolitiques.

En 2021, sous la pression du gouvernement américain, la Banque mondiale a abandonné un projet de câble qu'elle pilotait pour relier trois pays insulaires du Pacifique, afin d'éviter d'attribuer le contrat à HMN Tech. L'année dernière, une campagne de deux ans menée avec succès par des fonctionnaires américains et dont Reuters s'est fait l'écho pour la première fois, a abouti à ce que le consortium chargé de la planification du câble Sea-Me-We 6 de 19 000 km reliant l'Asie du Sud-Est à l'Europe attribue le contrat au fournisseur américain SubCom, alors qu'il avait initialement choisi HMN Tech.

Selon une source proche des projets, le consortium à l'origine de deux câbles connectés à venir, dont l'un reliera l'Europe à la Jordanie et l'autre la Jordanie à l'Inde, n'a pas du tout invité HMN Tech à présenter une offre, parce que Google est un investisseur clé. HMN Tech n'a pas répondu aux demandes de commentaires.

Mais les projets avec des investisseurs américains ou ayant des liens directs avec le pays ne sont pas les seuls qui soient affectés par l'initiative Clean Networks et les sanctions que le gouvernement américain a imposées à HMN Tech en 2021. Alors que les tentacules de la politique étrangère de Washington se déploient progressivement à travers le monde, plusieurs consortiums de construction de câbles qui pourtant ne se connectent pas aux États-Unis pas plus qu'ils ne recourent à des financements américains excluent dorénavant HMN Tech, révèle plusieurs entretiens.

« Lorsqu'on construit un câble, il faut déterminer quels clients vont être ciblés. Si on veut travailler avec des entreprises de grande envergure comme Google, Meta, Microsoft, il faut d'abord se demander si on veut des équipements chinois, explique Chris Van Zinnick Bergmann, directeur commercial du futur câble méditerranéen Uniterreno. Immanquablement, ajoute-t-il, la réponse est non ».

Un nouveau projet de câble reliant Singapour et la Thaïlande à l'Inde, qui ne compte aucun propriétaire américain et ne touchera pas le territoire des États-Unis, ne devrait pas inviter HMN Tech à soumissionner en raison de la situation géopolitique, a déclaré une personne connaissant le projet.

Une autre personne a déclaré qu'elle était actuellement impliquée dans deux projets distincts de câbles à venir « pour lesquels, pour des raisons politiques et de financement », les investisseurs « ont décidé de ne pas impliquer les entreprises chinoises dans la procédure d'appel d'offres », alors même qu'il n'y a actuellement aucun lien avec les États-Unis ou des investissements américains.

L'hostilité croissante entre la Chine et l'Occident pousse déjà les entreprises à forger de nouvelles routes pour acheminer le trafic de données. Les différends concernant les eaux territoriales, les retards dans l'obtention des permis et l'interdiction par le gouvernement américain concernant les câbles reliant directement la Chine ou Hong Kong aux États-Unis ont contribué à ce que plusieurs consortiums de câbles récents – Apricot, Bifrost et Echo – se frayent un nouveau chemin via Singapour, l'Indonésie, les Philippines et le territoire insulaire américain de Guam, qui apparaît comme une plaque tournante improbable pour le trafic international de données.

Un porte-parole du département d'État américain a déclaré : « La santé durable de l'internet mondial dépend de la libre circulation des données à travers les frontières, elle doit être facilitée par une infrastructure de télécommunications fiable. »

« Les pays devraient donner la priorité à la sécurité nationale, à la sécurité des données et à la protection de la vie privée en mettant en place des cadres réglementaires et politiques appropriés qui excluent totalement les fournisseurs non fiables de l'ensemble de l'écosystème des TIC, notamment les réseaux sans fil, les câbles terrestres et sous-marins, les satellites, les services de cloud et les centres de données », ajoute le porte-parole.

Changement d'orientation et d'ambitions de la Chine. Bien que l'ambition de la Chine de devenir un concurrent majeur sur le marché mondial des câbles sous-marins ait été contrecarrée, Pékin trouve encore des moyens pour gagner du terrain.

Les initiés du secteur affirment que les entreprises de télécommunications détenues par le gouvernement chinois ont tenté de se recentrer sur les régions où elles ont encore une influence commerciale et politique.

« La Chine est en mesure de mener des projets dans cer-

tains pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, principalement parce que les entreprises publiques de télécommunications sont capables de mener une guerre des prix efficace », a déclaré une personne travaillant pour le gouvernement chinois.

En Asie, où les besoins en bande passante et en câbles pour la transporter augmentent plus rapidement que dans de nombreuses autres régions du monde, China Telecom, China Mobile et China Unicom sont actuellement à la tête de plusieurs grands projets de câbles, dont deux qui relient la Chine à Singapour et au Japon. Aucune des trois entreprises n'a répondu aux demandes de commentaires. En matière d'infrastructures, la Chine a, pendant de nombreuses années, réussi à bâtir un empire sur le continent africain et en Europe. China Unicom a été un investisseur clé dans Sail, un câble de 5 800 km reliant le Brésil au Cameroun, qui a été mis en service en 2020. China Mobile a également joué un rôle essentiel dans un consortium de câbles de premier plan, 2Africa, qui relie de grandes zones de l'Afrique à l'Europe et dont les travaux ont commencé en 2020. Ce consortium compte Meta et Vodafone parmi ses investisseurs.

Il est toutefois peu probable que les entreprises chinoises jouissent aujourd'hui de la même liberté quand il s'agit de construire un câble avec des groupes occidentaux et de le connecter aux ports européens. Les clauses de l'initiative « Réseaux propres » « deviennent de plus en plus onéreuses et ce, très rapidement », selon un avocat travaillant dans le secteur. « Elles deviennent de plus en plus contraignantes au fur et à mesure que nous parlons. »

Mais Peace, un câble mis en service l'an dernier et qui relie le Pakistan à la France via le Kenya, a été entièrement financé et construit par des entreprises chinoises, dont HMN Tech, ce qui permet de circonvenir la nécessité pour les groupes d'être invités à la table des négociations dans des entreprises occidentales. Le président français, Emmanuel Macron, a fait savoir qu'il souhaitait maintenir des intérêts économiques et commerciaux avec la Chine.

« Peace est une partie intégrante de la nouvelle route de la soie, qui va de la Chine à l'Europe », a déclaré un cadre d'une grande entreprise européenne de télécommunications, notant qu'il s'agit de l'un des premiers exemples où la Chine a choisi de financer et de construire un projet sans l'aide d'entreprises internationales. Plusieurs cadres de l'industrie ont déclaré au Financial Times que si HMN Tech est toujours considérée comme étant à la traîne de ses concurrents mondiaux en termes de qualité de technologie, elle soumet régulièrement des offres pour travailler sur des projets internationaux à des prix inférieurs de 20 à 30 % à ceux pratiqués par ses concurrents. Les investisseurs avisés l'ont compris et invitent HMN Tech à soumissionner pour des projets dans le seul but de faire baisser les prix, affirment-ils.

On les utilise comme cheval de Troie quand on vient à fixer les prix car ils sont connus pour être très, très agressifs », a déclaré un cadre d'un groupe câblé concurrent. HMN Tech a été invité à soumissionner pour le câble Medusa, qui relie l'Égypte au Portugal, et pour Africa-1, qui relie le Kenya à la France, mais a finalement été écarté au profit de l'opérateur français ASN, selon des sources industrielles.

La Chine dispose d'autres leviers pour lutter contre les restrictions internationales. En plus de protéger davantage son territoire offshore en général, elle a commencé à exercer une forte pression sur les entreprises qui posent des câbles dans les eaux chinoises et la mer de Chine méridionale afin que soient utilisés des câbles produits par HMN Tech, selon deux cadres de l'industrie qui travaillent sur des projets dans la région. Les entreprises chinoises ont également armé trois bateaux pour poser et entretenir les câbles, afin de réduire la dépendance du pays à l'égard des navires étrangers, selon Constable. « La Chine considère désormais que la capacité à construire ses propres câbles est stratégiquement importante, dans la mesure où personne d'autre ne peut le faire à sa place. » explique-t-il.

« La mer de Chine méridionale est l'une des zones maritimes les plus critiques dans la stratégie militaire de la Chine. Chaque lien et chaque élément de l'infrastructure doit pouvoir être contrôlé », a déclaré la personne travaillant pour le gouvernement chinois.

La menace de l'espionnage

La crainte croissante de voir les câbles exposés à l'espionnage et au sabotage a conduit certains gouvernements à protéger davantage leurs eaux territoriales, ce qui entraîne des retards au niveau de l'obtention des permis de pose et d'entretien des câbles. Plusieurs pays, dont l'Indonésie et le Canada, imposent désormais que seuls certains navires et certains opérateurs puissent poser et entretenir des câbles dans leurs zones économiques exclusives, affirmant des responsables du secteur.

En outre, en raison d'accords de maintenance complexes et conclus de longue date, il arrive souvent que les infrastructures les plus vulnérables et les plus critiques de certains pays soient réparées par des nations hostiles. L'année dernière, une panne sur un important câble intercontinental à fibres optiques appartenant aux opérateurs américains AT&T et Verizon, entre autres, a été réparée par des ingénieurs chinois opérant à partir d'un navire chinois. Et selon des personnes informées de ces activités, la même année, le même navire a réparé en mer de Chine orientale un autre câble défectueux appartenant en partie à Microsoft et au groupe japonais de télécommunications SoftBank. AT&T, Verizon, Microsoft et SoftBank n'ont pas répondu aux demandes de commentaires.

Les professionnels du secteur soulignent que c'est au moment où ces travaux de maintenance sont effectués que le câble est le plus vulnérable au piratage et aux dommages pendant sa durée de vie – des dispositifs pouvant être insérés pour capturer ou corrompre des données.

« Lorsque les gouvernements pensent à l'exposition des câbles sous-marins aux pannes et aux perturbations malveillantes, je ne pense pas qu'ils comprennent comment fonctionne le marché de la maintenance », déclare Constable. Les États-Unis « ont essayé de fragmenter ce réseau mondial de câbles sous-marins, mais n'ont pas cherché à savoir quels navires réparaient quels câbles ».

S'il est généralement admis qu'il est très difficile de placer les câbles sur écoute en mer, il semblerait, selon certains, qu'il soit possible d'insérer des dispositifs d'extraction de données dans les répéteurs – les composants électroniques qui relient différentes sections de câbles afin de maintenir le signal sur de plus longues distances – lors de la fabrication ou de la réparation des câbles.

Le service de renseignement britannique GCHQ a déjà collecté des données globales dans des stations terrestres d'arrivée de câbles internationaux sur la côte britannique, comme l'ont révélé les fuites de Snowden. En 2020, un lanceur d'alerte a accusé l'Agence nationale de sécurité américaine de s'associer à des agences gouvernementales danoises pour intercepter des données au niveau des stations terrestres terminales.

Certains affirment que la question de savoir à qui appartiennent les câbles sous-marins et les stations d'arrivée à terre est quelque peu discutable, dans la mesure où les données traversent les frontières de manière relativement peu réglementée et qu'il est toujours possible d'y accéder lorsqu'elles passent par le territoire d'un pays, même si l'itinéraire est moins direct.

Alan Mauldin, directeur de recherche à TeleGeography, souligne que la transmission rapide et la nature décentralisée de l'internet signifient que le renforcement des restrictions de Washington « ne sert à rien quand il s'agit d'arrêter le flux de données entre la Chine et les États-Unis ».

James Lewis, directeur de la technologie et de la politique publique au Centre d'études stratégiques et internationales de Washington, estime que les craintes liées à la fragmentation sont exagérées. Selon lui, le principal intérêt de Pékin n'est pas de disposer d'un réseau séparé, mais plutôt d'avoir un meilleur accès à l'information et au commerce. « Ce qu'ils veulent, c'est faire des affaires, explique-t-il. Les Chinois ne veulent pas casser l'internet, ils veulent se l'approprier. »

Source : Financial Times, Anna Gross, Alexandra Heal, Chris Campbell, Dan Clark, Ian Bott, Irene de la Torre Arenas 13-06-2023

NABEUL TUNISIE

La production des raisins estimée à 38 mille tonnes

La production viticole dans le gouvernorat de Nabeul est estimée, cette année, à 38 mille tonnes dont 26 mille tonnes de raisins de transformation et 12 mille tonnes de raisins de table.

Selon les statistiques du commissariat régional de développement agricole, il s'agit à peu près des mêmes quantités enregistrées en 2022. Les superficies consacrées à ces cultures s'élevaient, respectivement, à 7 mille ha et 12 mille ha. Chokri Bouziri, président de l'union régionale de l'agriculture, a indiqué que la récolte des raisins à Grombalia devra atteindre environ 45% de la production nationale, soit une hausse de 11% pour les raisins de cuve (9,500 mille tonnes) et 5% pour les raisins de table (6 mille tonnes) par rapport à l'année précédente.

Il a ajouté que les chutes de pluie et l'humidité élevée enregistrées, en mai 2023, ont permis une meilleure production en dépit de l'apparition de certaines maladies.

Il a fait savoir que l'agriculteur confronte divers problèmes dont la commercialisation de sa production en raison de la baisse des prix, la concurrence internationale et le vieillissement des vignes.

En effet, les superficies de raisins ont baissé de 47% pour passer de 13 mille à 7 mille ha et de 41% pour les raisins de table pour passer de 2150 à 1200 ha.

Le secteur viticole dans la région constitue une activité importante avec environ 3 mille producteurs et contribue à 70% de la production nationale de raisins de transformation et 12% de raisins de table. Les superficies s'étendent à Bouargoub, Takelssa, Grombalia, Korba et Kélibia.

GRÂCE À LA VISITE DU PREMIER MINISTRE JAPONAIS

Les ÉAU et le Japon devraient forger des liens plus solides

Le voyage du Premier ministre japonais, Fumio Kishida, aux Émirats arabes unis (EAU) et sa rencontre prévue avec le président du pays, cheikh Mohammed ben Zayed, devraient renforcer les liens entre les deux nations.

La tournée de M. Kishida dans le Golfe, qui inclut l'Arabie saoudite et le Qatar, devrait également renforcer la coopération dans divers domaines entre le Conseil de coopération du Golfe (CCG) et le Japon. La nation asiatique dépend du CCG pour le pétrole. Les EAU étaient le principal fournisseur en mai avec environ 33 millions de barils, soit 43,4% des importations totales de pétrole du Japon.

Les EAU et le Japon ont élaboré un partenariat stratégique pour parvenir à une croissance économique durable.

En juin, cheikh Abdallah ben Zayed al-Nahyan, ministre des Affaires étrangères des EAU, s'est rendu au Japon et s'est entretenu avec le Premier ministre. C'était leur première rencontre depuis six ans.

Au cours de la réunion, M. Kishida a soutenu que le Japon souhaitait renforcer la coopération avec les EAU dans le cadre de l'Initiative de partenariat stratégique global des deux nations.

BALANCE COMMERCIALE AU QATAR

Un excédent de 18,2 milliards de Riyals en mai dernier

La balance commerciale au Qatar, soit la différence entre le solde des exportations et des importations, a affiché un excédent de 18,2 milliards de Riyals au cours du mois de mai. Par conséquent, elle a enregistré une baisse de 16 milliards de Riyals, soit 46,8%, par rapport aux chiffres du même mois de l'année précédente 2022, et une baisse d'environ 3,8 milliards de Riyals, voire 17,2%, comparé au mois d'avril 2023.

Selon les informations fournies, aujourd'hui, par l'Autorité de la Planification et des Statistiques, les exportations totales de l'État de Qatar (qui comprennent les produits locaux et les produits réexportés) ont atteint environ 27,8 milliards de Riyals, ce qui représente une baisse de 35,3% par rapport aux statistiques de mai 2022 et une régression de 9,4% par rapport à celles d'avril 2023. D'autre part, la valeur des importations de marchandises a augmenté en mai 2023 pour avoisiner les 9,6 milliards de Riyals, soit une augmentation de 9,5% par rapport aux données de mai 2022 et de 10,4% comparé à celles d'avril 2023. L'Autorité de la Planification et des Statistiques a expliqué que cette baisse

résultait d'une diminution de la valeur des exportations de gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux, à savoir le gaz naturel liquéfié, les condensats, le propane, le butane et autres, qui s'élevaient à environ 17,3 milliards de Riyals, soit 38,2%.

La valeur des huiles de pétrole et des huiles obtenues à partir de matières premières minérales bitumineuses a régressé à environ 4,5 milliards de Riyals, soit 20,8%. De même, la part des exportations d'huiles de pétrole et d'huiles obtenues à partir de matières minérales bitumineuses non brutes a baissé à environ 2,0 milliards de Riyals, soit 41,1%.

Concernant les exportations par destination principale, la Chine a occupé la première place en mai 2023 avec une valeur d'environ

4,6 milliards de Riyals, correspondant à 16,7% de la valeur totale des exportations qataries. La Corée du Sud arrive ensuite avec un montant d'environ 3,6 milliards de Riyals, voire 12,8%, suivie par l'Inde à hauteur d'environ 3,1 milliards de Riyals, soit 11,1%.

À titre de comparaison entre mai 2023 et mai 2022, le groupe des turbines à réaction, des turbines à hélice, des autres turbines à gaz et de leurs pièces détachées occupe la première place sur la liste des produits importés, affichant une valeur de 600 millions de Riyals, soit une augmentation de 104,7%.

Le groupe de voitures et autres véhicules conçus principalement pour le transport de passagers arrive en deuxième position, pour une valeur d'environ 500 millions de Riyals, soit

une augmentation de 36,0%. Il est suivi par le groupe d'appareils électriques pour le téléphone ou le télégraphe à fil, y compris les appareils de transmission de réseau, et leurs pièces, qui représentent un total de 400 millions de Riyals, soit une augmentation de 36,2%.

En ce qui concerne les importations selon les principaux pays d'origine, les États-Unis d'Amérique se classent au premier rang parmi les pays sources des importations de l'État de Qatar en mai 2023, avec une valeur d'environ 1,8 milliard de Riyals, voire 19,3% de la valeur totale des importations de marchandises, puis la Chine, avec une valeur de 1,4 milliard de Riyals, soit 14,6%, suivie de l'Inde, avec une valeur de 500 millions de Riyals, autrement dit 5,6%.

ARABIE SAOUDITE

Riyad et Tokyo renforceront leurs relations bilatérales dans tous les domaines

Les relations bilatérales entre l'Arabie saoudite et le Japon sont sur la voie du renforcement, selon le Premier ministre japonais Fumio Kishida, qui a entamé sa visite de trois jours au Moyen-Orient. Dans une déclaration au journal Al-Riyadh, Kishida a souligné l'importance du partenariat «stratégique», qui a connu une croissance constante au fil des ans et englobe de nombreux secteurs autres que le pétrole. Le Premier ministre a également noté que le Royaume fournit au Japon environ 40% des besoins en pétrole brut du Japon, ce qui souligne davantage l'importance d'une collaboration stratégique entre les deux pays. De plus, Kishida a évoqué le rôle pionnier du Royaume dans le monde arabe

et islamique, ainsi que ses efforts continus pour établir la paix et la sécurité dans la région.

Il a aussi souligné l'intérêt du Japon à travailler étroitement avec le Royaume en apportant son expertise et ses technologies modernes dans le cadre de la Vision saoudo-japonaise 2030, lancée par les deux pays en 2016. Avec la participation de plus de 60 ministères et organismes gouvernementaux des deux pays, cette vision conjointe repose sur le développement de plus de 100 projets.

Stabiliser le marché pétrolier

L'arrivée de Kishida en Arabie saoudite dimanche marque la première visite d'un dirigeant japonais depuis celle de feu Shinzo Abe en 2020. Il se rendra

également aux Émirats arabes unis et au Qatar dans le cadre de sa visite de trois jours.

Ce voyage vise à aider le Japon à renforcer ses liens avec les pays du Conseil de coopération du Golfe et à développer la coopération dans divers domaines, notamment l'énergie.

L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Qatar sont responsables de plus de 80% des importations totales de pétrole brut du Japon.

Dans le contexte de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, qui suscite des inquiétudes en matière d'approvisionnement énergétique, on s'attend à ce que Kishida exhorte les pays arabes à stabiliser le marché pétrolier en augmentant la production.

LONGTEMPS PERÇUE COMME UN PROBLÈME

L'Afrique se présente aujourd'hui en solution aux défis du monde

Alors que les équilibres géostratégiques sont en pleine recomposition, le rapport souligne la nécessité de reconsidérer la place de l'Afrique dans le monde et de remédier à sa marginalisation dans l'architecture multilatérale.

La perception que le monde se fait de l'Afrique doit désormais prendre la mesure de l'énorme potentiel du continent qui a plus que jamais la capacité de contribuer à apporter des solutions aux défis partagés de planète, grâce notamment à sa forte croissance démographique, sa jeunesse en plein essor et ses abondantes ressources naturelles essentielles à une économie décarbonée, selon un rapport publié le 14 juillet par la Fondation Mo Ibrahim.

Intitulé « Global Africa - Africa in the world and the world in Africa », le rapport inclut les principales conclusions des débats qui se sont tenus à Nairobi du 28 au 30 avril 2023 lors de l'édition 2023 du Forum « Ibrahim Governance Weekend ». Durant ce forum, des dirigeants du continent et de grandes institutions ainsi que des experts, et des représentants de la société civile ont unanimement souligné la nécessité de changer le narratif sur l'Afrique, qui tend à perpétuer une vision obsolète d'un continent africain seul réceptacle de toutes les crises du monde et que le monde doit sauver. D'autant plus que l'Afrique dispose d'atouts considérables qui peuvent non seulement favoriser son propre développement durable, mais aussi la positionner en tant qu'acteur important de la solution aux défis partagés du monde contemporain. Le rapport souligne que le potentiel considérable de l'Afrique repose sur son large éventail de ressources, qui vont d'une population jeune en plein boom aux abondantes ressources minérales essentielles à une économie globale verte, en passant par des centaines de millions d'hectares de terres arables et un vaste marché de 1,4 milliard de consommateurs. Avec 1,4 milliard d'âmes, l'Afrique représente 18% de la population mondiale. Déjà

deux fois plus importante que celle de l'Europe (743 millions), la population du continent devrait augmenter de 2,2 milliards de personnes d'ici 2100 alors que toutes les autres régions du monde verront leur population décliner.

Un gisement de 1,4 milliard de consommateurs

En 2100, l'Afrique devrait représenter 37,9% de la population mondiale. Avec un âge médian de 18,8 ans, le continent est déjà le continent le plus jeune du monde. Ce sera encore le cas en 2100, lorsque l'âge médian devrait atteindre 35 ans en Afrique, contre des moyennes allant de 44 à 50 ans dans les autres régions du monde. A cet horizon, la jeunesse africaine représentera près de la moitié de la jeunesse mondiale. D'ici 2050, l'Afrique représentera un quart de la main-d'œuvre mondiale, et plus de 40 % d'ici 2100.

D'autre part, aucune région de la planète ne s'urbanise plus rapidement que l'Afrique. Il a fallu 110 ans à l'Europe pour faire passer son taux d'urbanisation de 15 à 40 % (1800-1910) contre 60 ans seulement pour le continent africain (1950-2010).

Le rapport souligne également que l'Afrique représente actuellement moins de 3 % du PIB mondial, mais enrégistre des taux de croissance économique très élevés. D'après les prévisions du Fonds monétaire international (FMI), le taux de croissance moyen des économies africaines devrait dépasser le taux mondial au cours des cinq prochaines années, et le continent deviendra à partir de 2025 la région du monde qui connaîtra la croissance la plus rapide, devant l'Asie.

En 2023, le taux de croissance de l'Afrique sera plus de six fois supérieur à celui de l'Europe et deux fois supérieur à celui de l'Amérique du Nord. De plus, dix pays africains figurent dans le Top 20 des économies qui connaîtront la

croissance la plus rapide cette année. La forte croissance économique du continent s'accompagne d'une augmentation de la taille des classes moyennes, ce qui contribue à l'émergence d'un vaste gisement de 1,4 milliard de consommateurs. Dans ce cadre, la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) constitue le plus grand marché potentiel au monde. La taille du marché commun africain dépasse celles des marchés uniques de l'Union européenne (UE), de l'USMCA (Accord États-Unis-Mexique-Canada) et du MERCOSUR (marché commun de l'Amérique du Sud) combinés.

Sur un autre plan, l'Afrique est appelée à jouer un rôle crucial dans la transition vers une économie décarbonée à l'échelle mondiale, puisqu'elle détient 30% des réserves globales des minerais et regorge de minéraux que l'on dit critiques, car ils sont essentiels pour les énergies renouvelables et les technologies propres (batteries électriques, panneaux solaires, éoliennes, etc.).

Selon la Banque mondiale, la production de minéraux tels que le lithium, le graphite et le cobalt devra augmenter de près de 500 % d'ici à 2050 pour répondre à la hausse attendue de la demande mondiale. Cet objectif ne peut être atteint sans les ressources de l'Afrique. Et à l'heure où le changement climatique ignore les frontières et nécessite des solutions partagées, le rôle de l'Afrique dans la transition écologique ne se limite pas à la production des minerais critiques. La forêt du bassin du Congo séquestre plus de CO2 que celles d'Amazonie et d'Asie du Sud-Est réunies. Elle constitue à ce titre le plus important puits de carbone tropical.

Une faible représentativité dans l'architecture multilatérale

L'Afrique a aussi le potentiel

de nourrir la planète dans les décennies à venir, étant donné qu'elle abrite 65 % des terres arables non cultivées dans le monde. L'exploitation de ces terres pourrait permettre au continent de nourrir 9 milliards de personnes dans le monde d'ici à 2050, soit bien plus que la population mondiale actuelle.

Avec la suppression des obstacles au développement agricole et de nouveaux investissements, la valeur de la production agricole de l'Afrique pourrait passer de 280 milliards de dollars par an actuellement à 1000 milliards de dollars d'ici à 2030. Malgré cet énorme potentiel, la représentativité de l'Afrique dans l'architecture multilatérale actuelle demeure « très en deçà du minimum syndical ». Avec 54 pays, le continent représente 28% du total des voix à l'Assemblée générale de l'ONU, mais ne dispose pas d'un siège permanent au Conseil de sécurité.

L'Afrique est également la région du monde qui compte le plus grand nombre de membres du FMI (54 des 190 membres.), mais elle ne dispose que de 6,5% des droits de vote au sein de cette institution. Au niveau de la Banque mondiale, le continent ne détient que 11% des droits de vote.

Dans ce chapitre, le rapport insiste sur la nécessité de remédier au plus vite à la faible représentativité de l'Afrique dans les instances de gouvernance mondiale afin de refléter le poids réel du continent et de défendre le principe même du multilatéralisme, tout en notant qu'une Union africaine (UA) renforcée et la capacité à définir des positions africaines communes seront nécessaires pour développer une voix africaine forte, apte à défendre des priorités communes dans les multiples forums internationaux.

GABON

Colas travaille à rénover un tronçon de 40 km sur l'axe Kougouleu - Medouneu

Plusieurs tronçons sont en cours de rénovation au Gabon, dont les axes Sam-Bibasse (84 km), Sam-Medouneu (70 km) et Sam-Mitziac (54 km) notamment dans la province du Woleu-Ntem.

Des travaux de rénovation et de mise à niveau ont démarré sur un tronçon de 40 km de la section PK 80 -PK 120 sur la route Kougouleu-Medouneu (163 km) au Gabon. Exécutés par Colas Gabon, ils consistent notamment à curer les bourbiers, recharger la route, remettre en forme la chaussée, poser des buses métalliques, et procéder à l'ensoleillement mécanisé ainsi qu'au renforcement d'ouvrages d'art. Les travaux seront réalisés en 6 mois selon les prévisions du ministère des Travaux public, ce que confirme la filiale gabonaise du prestataire français : « Avec la saison sèche, nous espérons avoir moins de difficultés dans l'exécution du chantier, et nous sommes quasiment sûrs d'achever les travaux dans les délais fixés ».

Cette route est rénovée dans le cadre du programme d'entretien des routes en terre en cours dans le pays, et qui vise selon les autorités, à mettre à niveau environ 1 452 km de routes.

MALAWI

Rio Tinto investit 27 millions \$ dans le projet de graphite Kasiya

Le marché mondial des minerais critiques a doublé au cours des cinq dernières années, selon l'AIE. Cette croissance ne laisse indifférent aucun acteur, à l'image du géant Rio Tinto, connu notamment pour le minerai de fer et le charbon et qui accélère ses investissements dans les minerais du futur.

Le géant minier anglo-australien Rio Tinto investira 40,4 millions de dollars australiens (27,5 millions \$) dans la compagnie minière Sovereign Metals. C'est l'annonce faite le 17 juillet par cette dernière, active au Malawi sur le projet de rutile et de graphite Kasiya, précisant que Rio Tinto détendra désormais 15 % de son capital, avec la possibilité de porter cette participation à 19,99 % dans les 12 prochains mois.

Dans le détail, l'investissement de Rio Tinto sera réalisé via l'achat de 83 095 592 nouvelles actions au prix de 0,486 dollar australien par action. Les fonds ainsi obtenus seront affectés à la réalisation d'une étude de faisabilité à Kasiya, afin de développer une mine susceptible d'approvisionner aussi bien l'industrie des batteries lithium-ion consommant du graphite, que celle du titane utilisant le rutile.

L'investissement de Rio Tinto lui offre une exposition à ces deux marchés, ainsi que la possibilité de devenir l'opérateur de la future mine avec des droits de commercialisation exclusifs pour 40 % de la production annuelle de tous les produits. Le géant minier apportera aussi à Sovereign son assistance sur les aspects techniques et commerciaux de Kasiya,

notamment pour le graphite qui doit respecter les spécifications exigées par les producteurs de batteries lithium-ion.

« L'expérience et l'expertise qu'apporte Rio Tinto permettront à Kasiya de se démarquer en tant que source d'approvisionnement potentiellement importante au niveau mondial de deux minerais essentiels [...]. Il s'agit d'une nouvelle étape vers l'obtention d'avantages significatifs liés au développement du projet Kasiya pour le Malawi », a commenté Ben Stoikovich, président du Conseil d'administration de Sovereign. Pour rappel, Kasiya peut livrer 242 000 tonnes de rutile et 155 000 tonnes de graphite par an sur 25 ans d'après l'étude exploratoire publiée il y a un an environ.

USA

Wall Street attendue hésitante, inquiétées sur la Chine

Wall Street est attendue hésitante à l'ouverture, tandis que les Bourses européennes reculent au cours d'une séance marquée par la prudence des investisseurs, la fin jugée imminente des hausses de taux aux États-Unis ne suffisant pas à compenser une croissance chinoise anémique.

Les futures sur indices new-yorkais suggèrent une ouverture de Wall Street mitigée, le Dow Jones perdant 0,23%, tandis que le Standard & Poor's 500 et le Nasdaq stagnent. À Paris, le CAC 40 perd 1,25% à 7.282,7 points vers 10h45 GMT. À Francfort, le Dax recule de 0,5% et à Londres, le FTSE s'érode de 0,29%.

L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 cède 0,55%, l'EuroStoxx 50 1,08% et le Stoxx 600 0,57%. Les chiffres de la croissance chinoise ont surpris par leur faiblesse : la Chine a fait état lundi matin d'une croissance économique de 6,3% sur un an, bien en deçà du consensus qui s'attendait à une croissance de 7,3%. Or, "tout stimulus à l'économie chinoise sera beaucoup plus modeste que par le passé, en raison de l'endettement élevé des gouvernements locaux et de la crise immobilière qui couve", estiment les experts de Rabobank, ce qui limite les perspectives de rebond de l'activité chinoise.

Ces données sont venues obscurcir le ralentissement de l'inflation aux États-Unis, confirmé par des données publiées ces dernières semaines.

Les investisseurs font montre de prudence alors que les gouvernements de la Fed entrent en période de "blackout" avant la réunion de politique monétaire de juillet. Les résultats des sept principales entreprises technologiques américaines sont par ailleurs attendus cette semaine, et une déception sur ces titres aux valorisations très onéreuses pourrait peser sur les marchés action.

Les valeurs à suivre à Wall Street
Tesla gagne 1,8% en avant Bourse, le groupe ayant annoncé dans un tweet avoir construit son premier Cybertruck dans son usine d'Austin, au Texas, un concept présenté en 2019 par le directeur général Elon Musk.

Activision Blizzard augmente de 4,5% en avant-Bourse, après que Microsoft et Sony ont signé un accord garantissant le maintien de Call of Duty, un jeu vidéo édité par Activision Blizzard, sur les plateformes de jeu de Sony.

Les valeurs à suivre en Europe
Argenx bondit de 26,1% en tête du Stoxx 600, après avoir annoncé que son traitement de la polyneuropathie inflammatoire démyélinisante chronique (CIDP) a atteint son principal objectif, les patients montrant une réduction de 61% du risque de rechute par rapport au placebo. TomTom grimpe de 12,2% à la faveur du relèvement de ses prévisions de chiffre d'affaires et de flux de trésorerie disponibles

POINT-MARCHÉS

Les Bourses européennes ouvrent en baisse

Les marchés mondiaux sont en baisse lundi, déçus par la faible croissance économique en Chine et après leur plus forte progression hebdomadaire depuis mars la semaine passée. En Asie, la Bourse de Shanghai perdait 0,90% dans les derniers échanges, et celle de Shenzhen 0,47%. Tokyo et Hong Kong sont fermées en raison d'un jour férié.

En Europe, Paris, dont les valeurs du luxe sont plus sensibles aux variations de la conjoncture en Chine, reculait de 0,74%. Francfort cédait 0,33%, Londres 0,27%, Milan 0,20% vers 07H10 GMT. Les investisseurs ont été une nouvelle fois refroidis par les nouvelles économiques venues de Chine. Si la Chine a vu sa croissance accélérer au 2e trimestre, en raison d'un effet de base favorable sur un an, les chiffres masquent toutefois les difficultés de la deuxième économie mondiale, confrontée à une conjoncture délicate et un chômage record des jeunes. Au deuxième trimestre, le produit intérieur brut (PIB) a bondi sur un an de 6,3%, selon le Bureau national des statistiques (BNS), mais ce rythme de croissance, qui ferait bien des envieux dans la plupart des grandes économies, est toutefois très inférieur aux attentes d'analystes interrogés par l'AFP (7,1%).

D'un trimestre à l'autre en revanche, base de comparaison plus réaliste, la croissance du géant asiatique se tasse à 0,8%, après une hausse de 2,2% sur la période janvier-mars. «La faiblesse de la croissance signifie que le gouvernement et la Banque populaire de Chine (PBoC) vont intensifier

leurs efforts pour assouplir davantage les conditions financières et ouvrir la voie à une reprise plus rapide», ce qui est positif pour les marchés, souligne Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote. «D'un autre côté, les politiques de soutien mises en place jusqu'à présent ont eu peu d'impact», note-t-elle également. Les investisseurs vont se concentrer sur les résultats d'entreprises, aux États-Unis où les financières ont ouvert le bal vendredi, et en Europe. Côté macro-économie, peu d'indicateurs de premier plan sont attendus, même si la semaine sera animée par les ventes au détail mardi aux États-Unis, l'estimation finale de l'inflation en zone euro mercredi, ou encore l'inflation au Japon vendredi.

Richemont déçoit

Le géant suisse du luxe Richemont (-7,57% à Zurich), propriétaire de la maison de joaillerie Cartier, a dévoilé lundi un chiffre d'affaires trimestriel en hausse de 14% à 5,3 milliards d'euros, porté par la reprise en Chine qui a compensé un repli dans la zone Amériques. C'est un peu moins bien qu'attendu par les analystes. «Dans un contexte macro-économique ralenti, il est plus difficile de vendre aux classes moyennes de la bijouterie» plutôt que des

sacs ou des vêtements, estime Luca Solca, analyste du secteur luxe pour Bernstein. Le secteur du luxe dans son ensemble était en difficulté: à Paris, LVMH perdait 3,00%, Hermès 2,76%. Moncler reculait de 3,10% à Milan.

L'État russe contre Danone et Carlsberg

L'État russe a pris le contrôle d'actifs en Russie des géants français Danone et danois Carlsberg, placés devant le fait accompli, même s'ils avaient fait part de leur intention de quitter le marché russe après l'offensive en Ukraine. Danone (-0,63%) a assuré que la décision russe n'aura «pas d'impact sur les objectifs financiers pour l'année 2023» tandis que le brasseur danois (-1,06%) a reconnu que «les perspectives de ce processus de vente» annoncé en juin à un reprenneur inconnu «sont désormais hautement incertaines».

Le pétrole reculait, confirmant la tendance de vendredi marquée par des prises de bénéfices après avoir atteint un sommet en plus de deux mois: le baril de Brent cédait 1,26% à 78,86 dollars et le baril de WTI américain de 1,30% à 74,44 dollars vers 07H00 GMT. L'euro était stable face au dollar (+0,04%) à 1,1233 dollar. Le bitcoin était aussi étale à 30.280 dollars.

PARIS

Le luxe pénalisé par la faible croissance en Chine

La bourse de Paris cède près de 0,9% ce matin, autour des 7310 points, notamment pénalisée par le recul des valeurs du luxe comme LVMH (-3,5%), Hermès (-3,4%) ou encore L'Oréal (-1,8%).

Le secteur du luxe, structurellement très dépendant du marché chinois, est pénalisé ce matin par la parution de statistiques décevantes en provenance de Pékin, laissant apparaître une croissance ralentie au 2e trimestre, avec seulement +0,8% par rapport au 1er trimestre. L'actualité reste aussi marquée par l'ouverture de la saison des résultats à Wall Street où 60 so-

ciétés de l'indice S&P 500, dont cinq composantes du Dow Jones, publieront leurs comptes d'ici à vendredi.

Parmi les poids lourds devant annoncer leurs performances trimestrielles cette semaine figurent - entre autres - Morgan Stanley, Goldman Sachs, Tesla, Netflix ou encore Johnson & Johnson.

La montée en puissance de la saison des résultats va également constituer un sujet d'attention majeur en Europe, où des groupes technologiques de la trempe d'ASML et Nokia présenteront également leurs bénéfices et leurs prévisions. La semaine qui s'ouvre au-

jourd'hui s'annonce en revanche un peu moins chargée en indicateurs macroéconomiques. Sur le front des statistiques, la semaine sera essentiellement dominée par la publication, demain, des ventes de détail aux États-Unis, qui permettront de déterminer si la récente vigueur de la consommation aux États-Unis s'est poursuivie au mois de juin.

Dans l'actualité des sociétés tricolores, Alstom annonce avoir signé avec la société de location Akiem, un contrat-cadre pour un montant total de 500 millions d'euros et portant sur 100 locomotives Traxx Universal multi-systèmes (MS3), dont une

tranche ferme de 65 locomotives.

Danone fait part d'un décret des autorités russes qui vise à placer Danone Russie sous administration externe temporaire par les autorités russes, décision qui n'a toutefois pas d'impact sur ses objectifs financiers pour l'année 2023.

Enfin, Dassault Aviation a confirmé vendredi soir la sélection de son Rafale Marine par le Gouvernement Indien pour équiper l'Indian Navy d'un chasseur de dernière génération, à l'issue d'une campagne d'essais concluante qui s'est tenue en Inde.

BOURSE ZURICH:

Le SMI pénalisé par des données économiques chinoises mitigées

La Bourse suisse évoluait en baisse lundi matin, à l'instar des autres places européennes, peu rassurée par des données macroéconomiques chinoises mitigées. En Suisse, les investisseurs décortiquaient la performance trimestrielle du géant des produits de luxe Richemont, avant une salve de résultats cette semaine.

La Chine a dévoilé lundi matin une série de statistiques économiques mitigées. La croissance a accéléré au deuxième trimestre, le produit intérieur brut (PIB) bondissant sur un an de 6,3%. Le taux de chômage est quant à lui resté stable en juin sur un mois à 5,2%, mais le taux de sans-emploi des jeunes (16-24 ans) a atteint un nouveau record à 21,3%. Les ventes au détail dans l'Empire du Milieu, principal indicateur de la consommation des ménages, ont

pour leur part connu en juin un nouveau tassement. Cet indicateur est certes en hausse sur un an (+3,1%), mais à un rythme bien moindre qu'en mai (+12,7%).

"La croissance chinoise pour le 2e trimestre a été publiée en-dessous des attentes du consensus, ce qui laisse (...) planer des doutes concernant la vigueur économique de la deuxième puissance mondiale", a averti John Plassard de Mirabaud Banque dans un commentaire.

Ipek Ozkardeskaya de Swissquote a pour sa part prévenu qu'il "fait pas à se laisser aveugler par des chiffres d'apparence solides, les récentes statistiques ayant été déformées par le faible effet de base de l'année dernière, lorsque Shanghai et d'autres grandes villes étaient en confinement et que la vie tournait au ralenti". Ajusté des effets saisonniers, le PIB

chinois n'a accéléré que de 0,8% entre avril et fin juin, après +2,2% au premier trimestre, a-t-elle précisé dans un commentaire.

À la Bourse suisse vers 10h39, le SMI reculait de 0,65% à 11'039,56 points, après avoir ouvert en hausse de 0,08%. Le SMI perdait 0,55% à 1746,34 points et le SPI abandonnait 0,57% à 14'616,27 points.

La grande majorité des valeurs vertettes restait dans le rouge, surtout Richemont (-7,9%). Le groupe de luxe genevois a vu ses recettes progresser de 14% sur un an à 5,32 milliards d'euros au premier trimestre de son exercice décalé. Hors effets de changes, la croissance organique s'est élevée à 19%. Ces résultats sont inférieurs au consensus de l'agence AWP, qui tablait en moyenne sur des ventes de 5,42 milliards.

Cours du : 17 Juillet 2023
Valeur : 19 Juillet 2023

| BASE | DEVISES | COURS ACHAT | COURS VENTE |
|------|-------------------------|-------------|-------------|
| 1 | USD US DOLLAR | 134.3056 | 134.3206 |
| 1 | EUR EURO | 150.5163 | 150.5734 |
| 1 | GBP POUND STERLING | 175.8157 | 175.8353 |
| 100 | JPY JAPANESE YEN | 96.7829 | 96.8146 |
| 1 | CNY CHINESE YUAN | 18.7199 | 18.7227 |
| 1 | CHF SWISS FRANC | 156.0967 | 156.1867 |
| 1 | CAD CANADIAN DOLLAR | 101.5774 | 101.5964 |
| 1 | DKK DANISH KRONE | 20.2851 | 20.2604 |
| 1 | SEK SWEDISH KRONA | 13.1710 | 13.1814 |
| 1 | NOK NORWEGIAN KRONE | 13.4185 | 13.4240 |
| 1 | AED UAE DIRHAM | 36.5617 | 36.5737 |
| 1 | SAR SAUDI RIYAL | 35.7948 | 35.8036 |
| 1 | KWD KUWAITI DINAR | 437.7627 | 438.6695 |
| 1 | TND TUNISIAN DINAR | 44.0204 | 44.4628 |
| 1 | MAD MOROCCAN DIRHAM | 13.8714 | 13.8729 |
| 1 | LYD LIBYAN DINAR | 28.2790 | 28.4240 |
| 1 | MRU MAURITANIAN OUGUIYA | 3.7442 | 3.7447 |
| 1 | SDR SPEC. DRA. RIGHTS | 181.9237 | 181.9237 |

CHINE

Le ralentissement de la croissance plaide pour un soutien accru

L'économie chinoise a enregistré au deuxième trimestre une croissance molle dans un contexte de ralentissement de la demande intérieure et extérieure, l'élan post-COVID-19 s'étant rapidement essoufflé, ce qui pourrait inciter les autorités à adopter de nouvelles mesures de relance pour soutenir l'activité.

Ces mesures de relance pour remettre l'économie sur les rails (les investissements immobiliers ont chuté de 20,6% en juin sur un an) et endiguer le chômage (celui des jeunes a augmenté à 21,3% en juin) risquent cependant d'alourdir la dette du pays et créer des distorsions structurelles. Selon les chiffres publiés lundi par le Bureau national des statistiques, en données corrigées des variations saisonnières, le produit intérieur brut de la deuxième puissance économique mondiale a augmenté de seulement 0,8% sur la période avril-juin par rapport au trimestre précédent. Les analystes interrogés par Reuters prévoient une hausse de 0,5% au deuxième trimestre après une croissance de 2,2% au premier trimestre avec la levée des restrictions sanitaires. En rythme annuel, le PIB a progressé de 6,3% au deuxième trimestre, contre 4,5% sur les trois premiers mois de l'année, mais ce taux est nettement inférieur au consensus qui tablait sur une croissance de 7,3%.

Des données contrastées

Le rythme annuel est le plus rapide depuis le deuxième trimestre de 2021, même s'il est fortement biaisé par l'impact économique lié aux restrictions sanitaires l'an dernier à Shanghai et dans d'autres grandes villes. "Les données suggèrent que le boom post-COVID de la Chine est clairement terminé", a déclaré Carol Kong, économiste à la Commonwealth Bank of Australia, à Sydney. "Les indicateurs importants sont en hausse par rapport aux chiffres de mai, mais ils dépeignent toujours une reprise sombre et à bout de souffle, tandis que le chômage des jeunes atteint des niveaux record", a-t-elle ajouté.

D'autres données publiées en même temps que le PIB montrent que les ventes au détail en Chine ont augmenté de 3,1% en juin sur un an, ce qui marque une nette décélération par rapport à mai lorsqu'elles avaient bondi de 12,7%. Les analystes tablaient sur une hausse des ventes au détail de 3,2%.

La production industrielle en revanche a enregistré une accélération inattendue de sa croissance le mois dernier à 4,4% sur un an, après 3,5% en mai. La demande reste cependant timide.

Les investissements privés en actifs fixes ont diminué de 0,2% au cours des six premiers mois de l'année, ce qui contraste fortement avec la croissance de 8,1% des investissements publics et suggère une faible confiance de la part des entreprises privées.

Des données publiées la semaine dernière avaient déjà montré que la reprise post-COVID chinoise s'essoufflait rapidement, les exportations ayant enregistré leur plus forte baisse en trois ans en raison du ralentissement de la demande domestique et en provenance de l'étranger. La baisse continue du marché de l'immobilier, qui représente environ un quart de l'économie, a de son côté pesé sur la confiance.

La faible dynamique de l'économie chinoise et les risques d'une récession mondiale ont alimenté l'espoir d'une action accrue des responsables chinois pour soutenir l'activité. Selon des experts et des économistes, les autorités chinoises devraient prendre de nouvelles mesures de relance, notamment en matière de dépenses budgétaires pour financer des projets d'infrastructure de grande envergure. Elles pourraient également accroître leur soutien aux consommateurs et aux entreprises privées et assouplir les règles dans l'immobilier.

Risque sur l'objectif de 5% du PIB en 2023

Les analystes doutent toutefois que cela soit mis en oeuvre rapidement alors que tous les regards sont désormais tournés vers la réunion du Politburo, l'instance dirigeante du Parti communiste chinois (PCC), prévue à la fin du mois, au cours de laquelle les principaux dirigeants pourraient définir la politique à suivre pour le reste de l'année.

Les marchés d'actions en Asie ont fini dans le rouge, tandis que le yuan chinois s'est déprécié après la publication de ces données.

Même si la Chine reste en bonne voie pour atteindre son modeste objectif de croissance de 5% pour cette année, le risque d'un échec pour la deuxième année consécutive ne peut être exclu, estiment certains économistes.

"Le chiffre de 6,3% est assez décevant, il est donc clair que la dynamique ralentit", a déclaré Alvin Tan, responsable de la stratégie changes pour l'Asie chez RBC Capital Markets, à Singapour.

"A ce rythme de décélération, il y a maintenant un risque que l'objectif de croissance ne soit pas atteint - ces 5% pourraient ne pas être atteints si l'économie continue à décélérer à ce rythme. Je pense donc qu'il est encore plus urgent de renforcer le soutien politique dans un avenir proche", a-t-il déclaré.

L'économie chinoise n'a progressé que de 3% l'an dernier en raison des restrictions liées à l'épidémie de COVID-19, ratant ainsi l'objectif officiel fixé.

GUERRE EN UKRAINE

La Russie déclare que l'accord sur les céréales ukrainiennes est «de facto terminé»

Le Kremlin assure que la suspension de l'accord sur les exportations de céréales ukrainiennes, qui expire à minuit, est sans lien avec l'attaque contre le pont de Crimée dans la nuit de dimanche à lundi.

L'accord sur l'exportation des céréales ukrainiennes qui expire à minuit (21h00 GMT) est «de facto terminé», a affirmé lundi le Kremlin, assurant que la Russie sera prête à y revenir «immédiatement» quand ses conditions seront remplies.

«L'accord de la mer Noire s'est de facto terminé aujourd'hui», a déclaré aux journalistes le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, ajoutant que «dès que la partie (des accords) concernant la Russie sera satisfaite, la Russie reviendra immédiatement à l'accord sur les céréales».

Menaces depuis plusieurs semaines

Il a ajouté que cette décision n'avait aucun lien avec l'attaque ukrainienne contre le pont de Kerch dans la nuit de dimanche à lundi, la position du président russe Vladimir Poutine sur l'accord étant déjà connue avant.

Signé en juillet 2022 à Istanbul et déjà reconduit à deux reprises, l'accord permettant à l'Ukraine d'exporter ses céréales par la mer Noire a permis, sur l'année écoulée, de sortir près de 33 millions de tonnes de céréales des ports ukrainiens, en dépit du conflit. Moscou menace depuis plusieurs semaines de ne pas le reconduire, se plaignant d'enlèves à ses propres livraisons de produits agricoles et d'engrais et assurant que l'objectif affiché de l'accord, permettre la livraison de céréales aux pays pauvres, n'est pas réalisé. La Turquie, l'Ukraine et l'ONU ont été notifiés de la décision du Kremlin, a indiqué le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova. «La Russie a officiellement notifié les parties turque et ukrainienne, ainsi que le secrétariat des Nations unies, de son objection à l'extension de l'accord», a-t-elle déclaré à l'agence de presse publique TASS.

DEVICES

Le dollar poursuit sa baisse, le yuan souffre après le PIB chinois

Le dollar perdait encore du terrain par rapport à l'euro lundi, les investisseurs anticipant une fin proche du cycle de resserrement monétaire de la Fed, tandis que le yuan souffrait d'une croissance économique chinoise qui s'essouffle. Vers 09H40 GMT (11H40 à Paris), le billet vert reculait de 0,12% à 1,1242 dollar pour un euro, peu après avoir touché 1,1249 dollar pour un euro, un niveau plus observé depuis février 2022. Les investisseurs estiment que la Réserve fédérale américaine (Fed) va encore relever ses taux fin juillet mais qu'elle pourrait ensuite inter-

rompre son cycle de resserrement monétaire, pesant ainsi sur la devise américaine. «Au cours de la semaine à venir, il n'y aura pas de publication de données économiques ou d'événements majeurs aux États-Unis qui soient susceptibles de déclencher un renversement de la tendance à l'affaiblissement du dollar américain» avant la prochaine réunion de politique monétaire de la Fed, souligne Lee Hardman, analyste chez MUFG. En revanche, «dans la zone euro, les marchés continuent d'anticiper une hausse des taux de 50 points de base supplémentaires», rappelle Patrick Munnely,

analyste chez Tickmill.

Timide reprise chinoise

Les cambistes surveilleront ainsi de près le discours de Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne, lors de la réunion des ministres des Finances et des banques centrales du G20, à l'approche de la réunion de politique monétaire de juillet. En parallèle, le yuan, dont les échanges sont strictement régulés par Pékin, cédait 0,41% à 7,1720 yuans pour un dollar. La croissance de la Chine au deuxième trimestre 2023 s'est tassée à 0,8%, après une hausse de 2,2% sur la période

janvier-mars, selon les chiffres publiés lundi par le Bureau national des statistiques (BNS).

«Le ralentissement de la reprise chinoise et le risque élevé de déflation montrent la nécessité d'un soutien politique plus important», notent les analystes de CBA, qui pensent ainsi que de «nouvelles réductions des taux d'intérêt sont probables». Pour stimuler l'activité, la banque centrale avait en effet procédé ces dernières semaines à plusieurs réductions de taux, au moment où nombre d'économistes plaident davantage pour un plan de relance.

KOENIGSEGG GEMERA HV8

La nouvelle voiture la plus puissante du monde

Grâce à un nouveau V8, la Koenigsegg Gemera devient la voiture la plus puissante du monde avec ses 2 300 chevaux. Mais pour l'instant, personne ne sait ce que vaut vraiment ce coupé quatre places hybride rechargeable aux propriétés mystérieuses.



Koenigsegg possède une réputation un peu à part chez les constructeurs automobiles de prestige. Connue depuis longtemps pour ses supercars légères à la puissance monumentale, la marque fondée par Christian Von Koenigsegg détient actuellement le record d'accélération en ligne droite sur le 0 à 400 km/h grâce à la Regera, une hybride à la technologie assez originale. Le constructeur est même considéré par certains comme une marque très audacieuse en la matière, notamment avec sa GT 2+2 Gemera présentée en 2020 qui promet des performances monstrueuses grâce à une motorisation hybride rechargeable de 1400 chevaux composée d'un bloc trois cylindres essence de 2,0 litres et de trois générateurs électriques. La Gemera offre des places arrière spacieuses.

Cette Gemera devient justement la voiture la plus puissante du monde, grâce à l'arrivée d'une inédite version HV8 qui troque le trois cylindres essence contre le V8 5,0 litres de la supercar Jesko. Développant ici 1 500 chevaux au lieu de 1 600 dans la Jesko, le V8 permet d'atteindre la puissance totale de 2 300 chevaux au lieu de 1 400 chevaux pour la Gemera trois cylindres. Sachant que cette dernière promettait déjà un 0 à 100 km/h expédié en 1,9 seconde et plus de 400 km/h en pointe, cette nouvelle déclinaison sera théoriquement capable de performances encore meilleures.

De belles promesses
Avec sa « Light Speed Tourbillon Transmission » présentée par Koenigsegg comme une transmission très novatrice et la mécanique électrique nommée « Dark Matter », cette Gemera

HV8 devient tout simplement la voiture la plus performante du monde. Rappelons cependant que Koenigsegg multiplie depuis des années les annonces spectaculaires sur ses voitures qui, au-delà des records de vitesse en ligne droite, restent assez mystérieuses dans l'absolu : jamais ses autos n'ont sérieusement été essayées par les journalistes automobiles dans de bonnes conditions et mis à part un record chronométrique sur Spa-Francorchamps avec la One :1 facilement battu depuis par une Porsche il y a quelques années, l'efficacité de ces machines sur circuit semble toute relative (mais les collectionneurs riches en raffinement). La Gemera prouvera-t-elle sa valeur dans de vrais essais presse ?

POUR DÉCROCHER LA « MÉGA-USINE » VOLKSWAGEN

Le « coup de maître » du Canada

Pour emporter la décision du constructeur allemand, l'exécutif canadien s'est aligné au dollar près sur ce que l'Inflation Reduction Act aurait rapporté à Volkswagen s'il avait choisi d'installer son site de production de batteries aux États-Unis. A Saint Thomas, commune de 39 000 habitants du sud-ouest de la province de l'Ontario, les tractopelles sont arrivées et s'emploient à araser le terrain. Les travaux de construction ne commenceront que début 2024, mais les superlatifs sont déjà de mise : la nouvelle usine de production de batteries électriques de Volkswagen s'étendra au sein d'un parc industriel de 6 kilomètres carrés, elle comprendra six chaînes de production et fournira, à terme, après son achèvement prévu en 2027, 1 million de batteries par an destinées à équiper les quelque vingt-cinq modèles de véhicules électriques que le constructeur automobile européen prévoit de lancer dans les années à venir.



Elle emploiera 3 000 travailleurs, et le gouvernement canadien compte sur la création de dix fois plus d'emplois indirects. La

« méga-usine » de Saint Thomas s'annonce déjà comme la plus importante du genre de Volkswagen en Amérique du Nord ; Frank Blome, PDG de PowerCo, filiale du groupe qui fabrique ces batteries électriques, n'a pas exclu qu'elle devienne la plus grande du monde. Mais les investissements XXL consentis sont plus remarquables encore : aux 7 milliards de dollars canadiens (4,7 milliards d'euros) que Volkswagen injectera pour la construction de l'usine le gouvernement fédéral a promis d'ajouter 700 millions, et celui de l'Ontario s'est fendu de 500 millions, assortis d'engagements à améliorer les infrastructures environnantes en matière de routes, de chemins de fer et de services publics. Mais surtout, selon le détail des investissements dévoilés le 21 avril, après un accord officiel conclu.

DACIA

Nouveau problème, véhicules rappelés !

Dacia lance une nouvelle campagne de rappel de son premier modèle électrique, fabriqués en Chine. En effet, plusieurs propriétaires de Dacia Spring ont reçu des e-mails leur conseillant de contacter un agent Dacia agréé en Roumanie, afin de vérifier l'unité de charge de la voiture, rapport plusieurs médias roumains. Les propriétaires de la Dacia Spring ont été notifiés d'un éventuel dysfonctionnement de la borne de recharge du véhicule pouvant entraîner l'affichage d'une alerte au tableau de bord ou empêcher le démarrage de la voiture.

Rappelons qu'en décembre 2022, le modèle roumain 100% électrique enregistre sa première campagne de rappel officielle. Dacia avait averti individuellement les propriétaires des modèles fabriqués dans l'usine chinoise de Shiyuan entre le 26 avril et le 4 octobre 2022, afin d'effectuer une opération de remplacement de pièces. En France, Dacia avait rappelé environ 1 100 voitures pour mener à bien ce processus de remplacement. Bien que la marque roumaine n'ait pas communiqué le nombre exact des unités concernées, cette opération aurait affecté sur plusieurs milliers de voitures, peut-être même plus de 10 000.

Dacia Spring semble être encore une fois le maillon faible de la marque de Mioveni. Lors du crash test Euro-NCAP, le modèle bon marché 100% électrique, Dacia Spring a reçu une étoile sur cinq. Ou les résultats sur l'ensemble des critères de test – sécurité adulte et enfant, protection des usagers de la route vulnérables et équipements avec systèmes d'assistance – sont inférieurs à la moyenne. En dépit de son statut indétrônable comme étant le best-seller des véhicules à prix d'ami en Europe, et ses résultats commerciaux en constante progression, la marque roumaine a vu sa fiabilité remise en question !

PEUGEOT

Leader du marché des véhicules particuliers au cumul 2023 en France

Au premier trimestre 2023, la marque PEUGEOT conserve la première place du marché VP, avec un volume en hausse de près de 6500 véhicules, soit +8 % par rapport à l'année 2022. Ces bonnes performances sont dues aux cinq véhicules qui confirment la première place de leur segment, mais principalement à la PEUGEOT 208 qui conserve le leadership des véhicules les plus vendus en France en VP+VU. PEUGEOT accentue également son leadership des véhicules électrifiés en VP et en VU (Electric + Plugin Hybride).

Au cumul 2023 : PEUGEOT avec la PEUGEOT 208 conserve la tête des véhicules les plus vendus en France avec une part de marché de 5,6 %
Cinq véhicules sont leader de leur segment :

La PEUGEOT 208 sur le segment B avec une part de marché de 5,6 %
La PEUGEOT 208 sur le segment B-SUV avec une part de marché de 3,2 %

La nouvelle PEUGEOT 308 sur le segment C avec une part de marché de 2,8 %

La PEUGEOT 3008 sur le segment C-SUV avec une part de marché de 2,1 %

B2O, ÉDITEUR DE LOGICIELS ERP ET GMAO PERSONNALISABLES, Il vise une croissance soutenue d'ici 2025

« Si vous pensez que vous pouvez faire mieux que moi, prouvez-le. Autrement, laissez-moi prendre les commandes. » Voici la phrase énoncée par Philip, un robot humanoïde dopé à l'intelligence artificielle (IA), lorsqu'on lui demande s'il serait capable de gérer le monde mieux que les humains.

Business Office Oxygen a été créé en 2010 par Bruno Texier et Jérôme Bruhat, avec pour objectif de mettre l'humain et la mobilité au cœur de leur solution de gestion. Cet ADN fort est d'ailleurs bien présent aujourd'hui dans ses logiciels.

Dès sa création, B2O a toujours souhaité fournir une prestation globale à ses clients. Elle conçoit et développe ses logiciels, procède au déploiement chez les clients et assure le service support. Cette approche a séduit des clients de divers secteurs d'activités pendant les premières années : bâtiment, fermeture automatique, télécom, agroalimentaire, industrie, négoce, tertiaire, etc. L'entreprise rennaise a ensuite opéré un virage stratégique en se spécialisant dans les secteurs du bâtiment et de la gestion de la maintenance et du SAV. La gestion de chantier et la gestion des interventions nécessitent une grande mobilité des équipes, une organisation sans faille et un pilotage agile. C'est ainsi que les solutions myB2O BTP (logiciel ERP bâtiment) et myB2O Interventions (logiciel GMAO) ont vu le jour. B2O a tout naturellement renforcé son équipe marketing et ajusté sa stratégie en conséquence, avec en tête de pont la refonte du site b2o.eu,

PROTEUS



adapté à la nouvelle orientation de l'entreprise. La personnalisation des logiciels myB2O : un atout phare pour les clients de B2O. Aujourd'hui, il existe de nombreux acteurs dans le domaine des logiciels ERP et GMAO. Ce qui rend l'offre de B2O unique est sa capacité à fortement personnaliser les solutions proposées à ses clients, tout en res-

tant dans son modèle standard. Le tout 100% made in France. Ce point fort trouve son origine dans la conception initiale de l'outil. Puisque l'entreprise a dû s'adapter aux spécificités de secteurs d'activités aussi différents que variés, les logiciels sont intrinsèquement agiles, modulaires et personnalisables. La force de B2O est d'avoir su développer la majeure partie de ces spécificités

dans son socle commun, puis de rendre paramétrables les logiciels afin de répondre aux demandes de ses clients. Aujourd'hui, les logiciels peuvent donc s'adapter aux processus et à la sémantique de chaque client sans engendrer de développement spécifique à outrance. C'est aussi un avantage financier non négligeable pour les clients.

La station spatiale sous-marine de Fabien Cousteau

En 2026, au large de Curaçao dans les Caraïbes, une station sous-marine fixe, pouvant héberger jusqu'à douze scientifiques, devrait être opérationnelle. C'est le projet Proteus, mené par le petit-fils du Commandant Cousteau. Dans l'espace il y a l'ISS, la Station spatiale internationale, avec ses équipages internationaux et ces expériences en apesanteur, mais sur Terre — ou plutôt sous la mer —, il pourrait bien y avoir un projet similaire dans l'avenir. C'est un nom connu qui a initié le projet, puisque c'est le petit-fils du Commandant Cousteau, Fabien Cousteau. Son projet de station sous-marine porte le nom de Proteus, et c'est du sérieux, puisque la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) a annoncé qu'elle signerait un nouvel accord de recherche avec l'organisation Proteus Ocean Group, qui a élaboré les plans de cette installation de recherche sous-marine. La station permettra d'accueillir des scientifiques pour de longs séjours pendant qu'ils étudient l'environnement marin. Selon Fabien Cousteau, cette plateforme Proteus donne « un accès illimité à

l'océan 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, qui rendra possible des études à long terme avec une observation et une expérimentation humaines continues ». Proteus se veut être une plateforme mondiale collaborative pour les chercheurs, les universitaires, les agences gouvernementales et les entreprises pour faire progresser les sciences océaniques.

Une station pour les fonds marins

Les découvertes tourneront autour des refuges climatiques, des super coraux, des médicaments, les données micro-environnementales liées aux événements climatiques. Proteus n'est pas la première station sous-marine. Il en existe déjà une autre au large des côtes de la Floride appelée Aquarius. Mais Aquarius vieillit et les six occupants y sont serrés. Proteus vise à créer une structure d'environ 185 m² pouvant accueillir jusqu'à 12 occupants. La station devrait être installée au large de Curaçao dans les Caraïbes et pourrait bien être opérationnelle d'ici 2026. Une seconde station devrait également être construite.

SUPERGRID INSTITUTE

Test des réseaux du futur dans les énergies renouvelables

Déjà doté d'une vingtaine de laboratoires dans les réseaux électriques, le SuperGrid Institute de Villeurbanne (Rhône) vient de mettre en service une minicentrale capable de produire jusqu'à 200 000 volts pendant quelques instants pour tester les très fortes puissances, en particulier pour l'éolien offshore.

Une série de bâtiments tout neufs longe l'usine de General Electric à Villeurbanne (Rhône), où le conglomérat américain fabrique des connecteurs pour le monde entier. Parmi ces nouveaux locaux, un cube de 27 mètres de côté construit sur d'immenses ressorts antisismiques. « Les connecteurs en céramique sont fragiles », souligne Christophe Creusot, responsable technique de l'Institut de transition énergétique (ITE) SuperGrid Institute. À l'intérieur du bâtiment, un générateur de courant qui peut atteindre 200 000 volts pendant quelques secondes, « ce qui en fait une plateforme unique au monde », indique le responsable. Conçu pour tester les équipements des transformateurs de haute tension, à 800 ou 1 000 kilovolts, et les soumettre à des courts-circuits, ce banc a mobilisé 46 millions d'euros d'investissement, que cet ITE public privé a financé sur ses fonds et grâce à une aide du conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes de 10 millions d'euros.

L'UE VEUT RÉGULER L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ChatGPT visé

Les eurodéputés voteront ce jeudi « l'IA Act », le futur règlement de l'Union européenne sur l'intelligence artificielle. Son but est de permettre l'innovation en garantissant la sécurité et les droits des utilisateurs. Ce texte ambitieux, retardé par les controverses entourant ces technologies, serait le premier au monde à encadrer le secteur. Son adoption devrait faire l'objet d'après négociations entre le Parlement, la Commission et les États membres.

L'UE travaille depuis des années sur un projet de règlement sur l'intelligence artificielle. La Commission européenne a proposé il y a deux ans un projet de législation dont l'examen traîne en longueur. (Crédits : Intel) Les systèmes d'intelligence artificielle (IA) fascinent autant qu'ils inquiètent. Le grand public a découvert leur potentiel immense à la fin de l'année dernière avec la sortie du générateur de contenus rédactionnels ChatGPT de la société californienne OpenAI. Pour rappel, cet outil est capable de rédiger des dissertations, des poèmes ou des traductions en quelques secondes.

Leur spectre se révèle toutefois bien plus large. Diffusion de contenus dangereux, manipulation de l'opinion par la création de fausses images, avec des logiciels comme Midjourney, systèmes de surveillance de masse... Des personnalités de la tech, comme le patron de Twitter, Elon Musk, ont même réclamé un moratoire sur leur développement.

Première législation d'envergure au monde

L'Union européenne veut justement être la première au monde à se doter d'un cadre juridique complet pour limiter les dérives de l'IA, tout en sécurisant l'innovation. C'est la raison pour laquelle, ce jeudi 11 mai, les eurodéputés voteront leur futur règlement, « l'IA Act », en commission à Strasbourg, avant une séance plénière en juin. Une première étape dans un long processus, puisque de difficiles négociations entre le Parlement, la Commission et les États membres devront s'ouvrir ensuite.

« Il est important d'aller vite. Nous avons vraiment besoin que notre législation s'adapte », a déclaré lundi la vice-présidente de la Commission européenne Margrethe Vestager, lors d'une conférence de presse à Berlin, avant une rencontre avec le ministre allemand de l'Économie Robert Habeck.

Une conférence internationale sur les migrations le 23 juillet à Rome

Une conférence internationale sur les migrations se tiendra dans la capitale italienne le 23 juillet, a annoncé dimanche la Première ministre italienne, Giorgia Meloni, à l'issue d'une réunion avec le président tunisien Kaïs Saïed à Tunis.

"Dimanche prochain, le 23 juillet, une conférence internationale consacrée aux migrations se tiendra à Rome", a déclaré Mme Meloni lors d'une conférence de presse organisée à l'issue d'une réunion quadripartite ayant regroupé également la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le Premier ministre néerlandais, Mark Rutte.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Mardi 18 Juillet 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

RISQUES LIÉS À LA CANICULE

La Protection civile rappelle les conseils préventifs

La Direction générale de la Protection civile a rappelé, lundi dans un communiqué, les mesures préventives à prendre, afin d'éviter les risques liés à la canicule qui touche plusieurs wilayas du pays, appelant ainsi les citoyens à faire montre de vigilance.

"Suite à la canicule qui touche plusieurs wilayas du pays, la Direction générale de la Protection civile appelle à la vigilance et au respect des conseils préventifs, afin de réduire les risques liés à cette canicule et invite les citoyens au strict respect des consignes".

La Protection a appelé, ainsi, les citoyens à "ne pas s'exposer au soleil, en particulier les personnes âgées, les personnes atteintes de maladies chroniques ainsi que les enfants".

Elle a également recommandé de "fermer les volets et les rideaux des façades exposées au soleil, maintenir les fenêtres et les volets fermés le jour et les ouvrir la nuit pour laisser pénétrer la fraîcheur afin de provoquer des courants d'air dès que la température extérieure est plus basse que celle de l'intérieure".

Il est également conseillé aux citoyens "d'éviter les endroits confinés, baisser ou éteindre les lumières électriques".

Dans ses consignes, la Protection civile a invité les citoyens à "ne pas se déplacer pendant cette période, sauf en cas de nécessité", recommandant d'effectuer les déplacements "tôt le matin ou tard le soir, notamment dans les wilayas de l'intérieur du pays".

Il est aussi conseillé de "rester à l'ombre dans la mesure du possible et de ne pas s'exposer au soleil, de porter un chapeau, des vêtements légers, coton et amples et de préférence de couleur claire".

La même source appelle à "éviter les activités extérieures nécessitant des dépenses d'énergie, comme la pratique sportive, le jardinage ou le bricolage", recommandant aussi de "ne pas se baigner dans les réserves d'eau et les plages interdites et de porter, en outre, aide et assistance aux personnes dépendantes comme les enfants et les personnes âgées ou malades. Par ailleurs, les automobilistes et routiers ne disposant pas d'air conditionné dans leurs véhicules, sont invités à ne pas effectuer de longs trajets durant la journée et de les programmer en soirée ou la nuit, insistant aussi sur l'interdiction de laisser les enfants seuls à l'intérieur d'un véhicule".

Enfin pour ceux qui envisagent de fréquenter les espaces forestiers, "il est impératif d'éviter tous gestes susceptibles de provoquer un départ de feu", relève la Protection civile, mettant à la disposition des citoyens son numéro vert (1021) et son numéro d'urgence (14) tout en les invitant "à préciser la nature de l'accident pour une prise en charge rapide et efficace".

SUITE À LA CRISE SANITAIRE ET L'INFLATION

165 millions de nouveaux pauvres en trois ans

Les récentes crises, celle du Covid et l'envolée du coût de la vie, ont entraîné 165 millions de personnes dans la pauvreté depuis 2020, selon l'ONU, qui appelle à une « pause » des remboursements des dettes des pays en développement afin d'inverser la tendance.

Entre 2020 et fin 2023, selon les projections du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), 90 millions de personnes seront tombées sous la ligne de pauvreté de 3,65 dollars par jour et 75 millions de personnes dans l'extrême pauvreté (moins de 2,15 dollars par jour). Soit 165 millions de personnes qui sont victimes de la crise sanitaire et de l'envolée des prix.

« Les pays qui ont pu investir dans des mesures de protection ces trois dernières années ont empêché un certain nombre de personnes de tomber dans la pauvreté », a commenté le patron du PNUD Achim Steiner dans un communiqué. Mais « dans les pays très endettés, il y a une corrélation entre haut niveau de dette, dépenses sociales insuffisantes et une hausse alarmante des taux de pauvreté », a-t-il insisté.

Selon un autre rapport de l'ONU publié mercredi, quelque 3,3 milliards de personnes, soit près de la moitié de l'humanité, vivent dans des pays qui dépendent plus en paiement des intérêts de la dette que pour l'éducation ou la santé.

Et les pays en développement, malgré un niveau de dette plus faible - mais qui grossit plus rapidement - paient davantage d'intérêts, en raison notamment de taux plus élevés. Ainsi 52 pays, soit près de 40% du monde en développement, « ont d'importants problèmes de dette », a noté Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, qui réclame sans cesse une réforme des institutions financières internationales.



Dans ces conditions, le PNUD appelle à une « pause » pour rediriger le remboursement des dettes vers le financement de mesures sociales destinées à contrer les effets des chocs économiques, estimant que la « solution n'est pas hors de portée pour le système multilatéral ». Ainsi, selon les calculs du rapport, pour sortir ces 165 millions de nouveaux pauvres de la pauvreté, cela coûterait par an environ 14 milliards de dollars, soit environ 0,009% du PIB mondial en 2022 et moins de 4% du service de la dette des pays en développement.

Si on ajoute les pertes de revenus des personnes déjà sous le seuil de pauvreté avant les récents chocs, le coût d'atténuation atteindrait 107 milliards (0,065% du PIB, environ un quart du service de la dette).

« Il y a un coût humain de l'inaction concernant la restructuration de la dette souveraine des pays en développement », a insisté Achim Steiner. « Nous avons besoin de nouveaux mécanismes pour anticiper et absorber les chocs et pour que l'architecture financière fonctionne pour les plus vulnérables ».

Ainsi, les pays créanciers de la Zambie se sont mis d'accord fin juin pour restructurer une partie de sa dette, une annonce symbolique car ce pays avait été le pre-

mier en Afrique à faire défaut après l'éclatement de la pandémie et comptait la Chine parmi ses principaux créanciers. Cet État du sud de l'Afrique, peuplé de près de 20 millions d'habitants, avait fait défaut sur sa dette en 2020. Et les négociations achoppaient jusqu'ici sur des divergences entre les créanciers occidentaux et chinois.

Lors du sommet de Paris sur la finance mondiale, qui s'est tenu le jeudi 22 juin à Paris, Washington a fait pression pour que les créanciers des pays pauvres et en développement participent aux négociations pour restructurer leurs dettes. « La viabilité de la dette est un pilier essentiel de la stabilité économique », soulignait Janet Yellen, la ministre américaine des Finances et « la communauté internationale doit s'unir pour soutenir les pays actuellement en crise ». Elle avait déjà estimé que les institutions économiques internationales, comme le FMI ou la Banque mondiale, « servent de contre-poids » aux prêts accordés notamment par la Chine. La restructuration de la dette extérieure du Sri Lanka, par exemple, avait été retardée, car le géant asiatique était initialement réticent à l'accepter et proposait d'autres prêts pour rembourser d'anciennes dettes.

Agence

LIBYE

Reprise de la production sur deux gisements pétroliers majeurs

La production a repris sur deux gisements pétroliers majeurs en Libye, après une fermeture forcée jeudi par des personnes protestant contre l'interpellation d'un ancien ministre à son arrivée à Tripoli, a indiqué le ministère du Pétrole libyen dimanche. « Les opérations ont repris sur les gisements d'al-Charara (...) et al-Fil (...) après avoir été suspendues » jeudi, a annoncé le ministère du Pétrole et du gaz du gouvernement d'unité nationale dans un bref communiqué, sans mentionner la cause de la fermeture.

Faraj Boumtari, ancien ministre des Finances en 2018, avait été interpellé mercredi à son arrivée à l'aéroport de Mitiga (Tripoli) par des agents de l'Organe de la Sécurité intérieure (OSI) et conduit dans un lieu inconnu. Des membres de sa tribu, les Zouaya, avaient menacé jeudi de bloquer les sites et terminaux pétroliers

de l'est du pays et couper l'approvisionnement en eau de la capitale s'il n'était pas relâché. Selon des médias locaux, Faraj Boumtari a été relâché samedi sur demande du Procureur général après

avoir été détenu par l'OSI. La Mission d'appui de l'ONU en Libye, qui avait dénoncé jeudi des « enlèvements et détentions arbitraires », s'est félicitée de la libération de Faraj Boumtari,

exhortant les autorités à relâcher « immédiatement toutes les personnes détenues arbitrairement, y compris des civils, des militants de la société civile et des figures politiques ».

FONCTION PUBLIQUE

La journée du 1^{er} Moharam chômée et payée

La journée du 1er Moharam, marquant le début du nouvel an 1445 de l'Hégire, est chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, ainsi que pour les personnels des entreprises publiques et privées, indique lundi un communiqué de la Direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

"A l'occasion du nouvel an de l'Hégire et conformément à la loi n° 63-278 du 26 juillet 1963 modifiée et complétée fixant la liste des fêtes légales, la journée du 1er Moharam 1445 de l'Hégire est chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, ainsi que pour les personnels des entreprises publiques et privées, tous secteurs et statuts juridiques confondus, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée", précise la même source. "Toutefois, les institutions, administrations, établissements, offices et entreprises précités, sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services organisés en mode de travail posté", ajoute le communiqué.